



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 30 JANVIER 2023 - N° 1249 - 53° ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

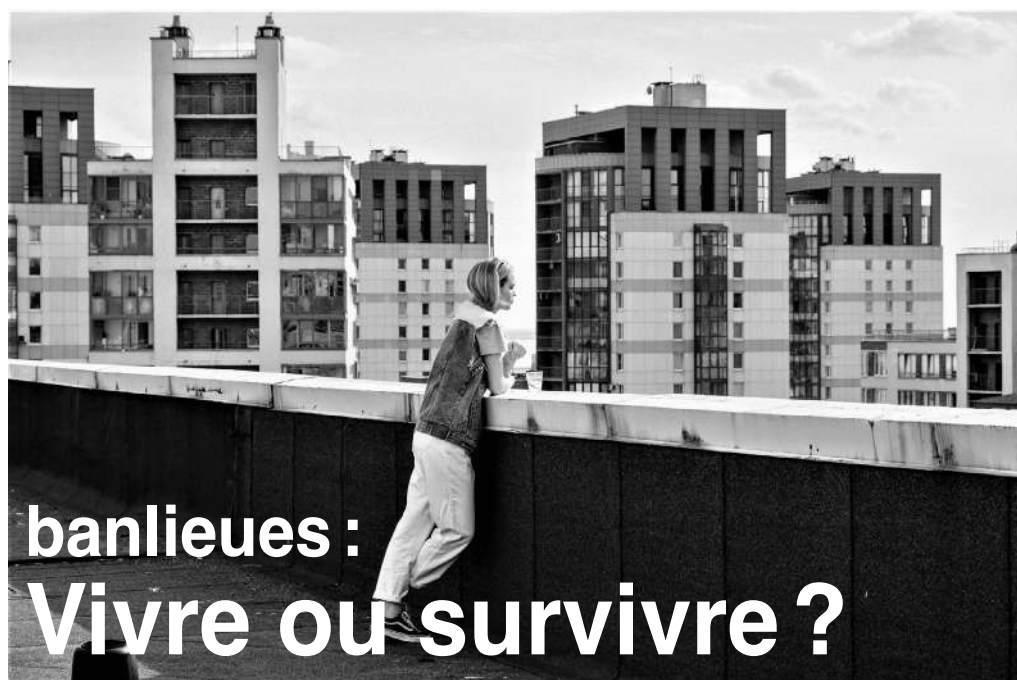
Une guerre d'avance ?

L'annonce de la loi de programmation militaire fait les titres de la presse. Ainsi, notre pays cesserait – enfin – d'avoir une guerre de retard. Ah bon ?

413 milliards sur sept ans : le chiffre a de quoi impressionner. Mais les commentateurs compétents, tout comme l'ancien chef d'état-major des armées Pierre de Villiers, soulignent que le compte n'y est pas. Le bon niveau des dépenses militaires se situe autour de 3 % du PIB, alors que M. Macron promet 2 %, grevés d'incertitudes que l'esprit pervers de Bercy saura exploiter.

Il y a, certes, des motifs de satisfaction, comme le doublement de la réserve militaire ou le renforcement des moyens permanents dans l'Indo-Pacifique. Mais, derrière le discours sur l'innovation, se cache ce constat que l'affaire ukrainienne a fait éclater : le gouvernement ne peut viser qu'à combler les manques les plus criants et à faire face aux investissements inévitables dans les nouveaux espaces de conflictualité, si l'inflation ne ronge pas les crédits annoncés, si nos « partenaires » ne tirent pas parti de notre situation économique pour nous scier les jambes.

Le Premier ministre britannique l'a dit : 2 % du PIB représente un plancher, non un plafond. Le superbe programme des frégates multi-missions, en partie remplacé par des frégates *low cost*, ne sera pas restauré. Le porte-avions fera l'objet d'études (depuis quatre présidences, il pourrait flotter sur ces études...), mais il constitue une brique commode pour une éventuelle amputation budgétaire, et il est seul de son espèce. Enfin, l'armée de Terre tiendra, tout entière, comme aujourd'hui, sur les gradins du Stade de France.



WIKIPEDIA, PHOTO: JIEL BAUMADIER

banlieues : Vivre ou survivre ?

Dans les communes les plus pauvres de la banlieue parisienne, une économie de survie se développe, contre laquelle les autorités sont impuissantes.

On disserte depuis des années sur les *quartiers*, sur les cités mais pour comprendre la vie quotidienne de leurs habitants, il faut y vivre. Manger une brochette grillée sur un brasero par des mamans africaines. Croiser les vendeurs de cigarettes à la sortie du RER. Savoir que les

jeunes vendeurs de cannabis ont pour clients des bourgeois qui viennent de Paris le soir en fin de semaine mais aussi des consommateurs locaux pour qui le joint est moins cher que la prescription médicale.

Dans ces quartiers à l'habitat dégradé, les aides pu-

bliques sont précieuses mais les autorités municipales sont de plus en plus dépassées par l'ampleur des problèmes et les descentes de police ne règlent rien. Souvent, les solidarités de voisinage compensent la précarité des existences. **L'article de Ludmila Petrova en page 5.**

Déconstruire ?

Depuis longtemps, la déconstruction est à la mode en philosophie. Mais de quoi parle-t-on, au juste ?

Inventée par Jacques Derrida, la « déconstruction » inspire les théoriciens du wokisme – qui ne supportent pas d'être à leur tour déconstruits et répliquent par des attitudes intolérantes.

Pour tenter d'établir une discussion entre partisans et adversaires du wokisme, il faut commencer par analyser, avec Pierre-André Taguieff, le

concept de déconstruction qui peut être compris de plusieurs manières. On peut vouloir déconstruire en vue d'une renaissance, pour démystifier, pour émanciper ou pour le plaisir de détruire... Pas de déconstruction sans projet, qui ne doit pas être seulement un travail négatif. **L'article de Gérard Leclerc en page 9.**

Dans ce numéro :

Page 2 : Retraite, l'entêtement du pouvoir.

Page 4 : Coralie Delaume.

Page 7 : La RDC entre guerre et paix.

Page 12 : La guerre de Cent Ans revisitée.

Page 14 : Les « cent jours » du roi Charles III (1).

Page 16 : Éditorial : L'avenir en vase clos ?

Le bras de fer du président Macron

Bien malin qui est en mesure, aujourd'hui, de prévoir comment se terminera le conflit qui oppose une majorité de Français au gouvernement à propos du projet de réforme des retraites, dans un contexte politique, économique et sociale inédit. Petit état des lieux de la situation à la veille de la mobilisation syndicale du 31 janvier.

Pour quelles obscures raisons Emmanuel Macron s'entête-t-il à imposer une réforme des retraites dont personne ne veut? Faut-il rappeler – tout d'abord – qu'il ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale et que la droite est majoritaire au Sénat? Que, pour faire adopter son projet sans recourir à l'impopulaire article 49.3 de la Constitution, il est contraint de composer avec d'autres groupes, Les Républicains, en l'occurrence? Or si Éric Ciotti, le nouveau président du parti, l'a assuré de son soutien moyennant quelques aménagements, il n'est pas sûr qu'il sera suivi par ses troupes. Déjà Aurélien Pradié a fait savoir que, en l'état actuel des choses, il ne voterait pas en faveur de la réforme; d'autres pourraient lui emboîter le pas. Au sein de la majorité, la situation n'est guère plus reluisante. Barbara Pompili juge le texte de la réforme inapproprié; Édouard Philippe traîne des pieds; François Bayrou plaide pour une augmentation des cotisations... Certes, tout cela pourrait bien n'être que posture, mais ces tergiversations n'en révèlent pas moins que, si Emmanuel Macron n'a rien à perdre (puisque'il ne peut pas se représenter), il n'en va pas de même de tous les autres qui doivent assurer leur avenir politique.

Le contexte économique – avec l'inflation, les fermetures d'entreprises, les incertitudes liées à la guerre en Ukraine... – n'est pas des plus stables non plus. Alors que nos concitoyens se bousculent aux portes des Banques alimentaires, des Restos du cœur, du Secours populaire... les dividendes versés aux actionnaires des grands groupes n'ont jamais été aussi élevés – à tel point que les grands de ce monde réunis à Davos en janvier s'en sont inquiétés. Seule bonne nouvelle: la baisse du nombre de chômeurs, mais il est difficile de savoir à quoi attribuer ce phénomène: dynamisme du

Besançon, manifestations du 19 janvier contre la réforme des retraites. Selon un sondage Ifop, 70 % des Français sont opposés à la réforme.



WIKIMEDIA PHOTO: TOUFIK DE PLANOISE.

marché du travail ou à radiation des listes de demandeurs d'emploi d'un nombre toujours plus important de chômeurs? A une réforme des retraites jugée inique par 72 % des Français, s'ajoutent tous ces autres motifs de mécontentement.

De tout cela, les organisations syndicales, fer de lance de la contestation, doivent tenir compte. D'où l'unité dont elles font preuve actuellement. La CFDT et Laurent Berger sont pieds et poings liés par leur congrès de juin 2022 qui s'est formellement opposé à un allongement de la durée de cotisation et un report de l'âge légal de départ à la retraite. En outre, le numéro un cédétiste ne se remet pas de l'affront in-

fligé par le président de la République qui, dès les premiers mois de son premier quinquennat, s'est moqué des corps intermédiaires et a bafoué le dialogue social. Seul l'abandon de la mesure d'âge pourrait faire éclater l'unité, mais le gouvernement ne semble pas prêt à céder. D'où la multiplication des débrayages sectoriels depuis le 19 janvier et le probable succès de la mobilisation à venir du 31.

Alors pourquoi s'entêter? Chacun y va de sa réponse: il s'agit de sauver le système par répartition, d'anticiper le déficit à venir, de rassurer les marchés financiers, de s'aligner sur les autres pays... Aucun des arguments avancés ne semble

pourtant justifier le contenu de la réforme. Un exemple: pour pouvoir bénéficier d'une pension à taux plein, les Suédois doivent depuis le début des années 2000 travailler jusqu'à 65 ans. Or, avec le recul, on constate que nombre d'entre eux continuent de quitter leur emploi à 62 ans, quitte à subir une importante décote. En cause: les conditions de travail de plus en plus pénibles à supporter avec l'âge. Résultat: en 2019, 72 % des hommes et 92 % des femmes retraitées vivaient dans la précarité.

Les mêmes causes ayant les mêmes effets, on peut logiquement penser qu'il en sera de même en France. Selon une étude du ministère du Travail,

Sur le mur de Jean Chouan

CETTE RÉFORME DES RETRAITES, FAUT PAS CROIRE, ELLE FAIT PARTIE D'UN PROJET INTÉGRAL. IL COMPORTE 4 VOLETS:



1. AVANCER L'ÂGE DE LÉGÈREMENT À 60 ANS.
2. RÉGULER CELUI DE LA RETRAITE À 64 PUIS 70 ANS;



3. RÉDUIRE LA DURÉE D'INDEMNISATION CHÔMAGE. RÉSULTAT, LE TRAVAILLEUR ARRIVE CASSÉ À LA RETRAITE. ALORS:
4. ENHAP S'IL A UN PATRIMOINE À CROQUER ET LOI D'EUTHANASIE POUR LES AUTRES.



ET ÇA, IL PARAÎT QUE ÇA S'APPELLE UNE POLITIQUE DE CIVILISATION!



34 % des salariés avaient du mal à supporter les contraintes physiques de leur emploi en 2020 et 35 %, les contraintes psychiques – contre respectivement 12 et 6 % au début des années 1980. Entre 1980 et 1990, la part de la valeur ajoutée attribuée au travail a diminué de 10 % au bénéfice du capital financier et non de l'investissement productif. Ajoutons que le rapport au travail a considérablement changé en quelques années. Et pendant ce temps, le gouvernement ne cesse de vanter la valeur travail, comme on le faisait au début des années 1950. Il est en décalage avec les Français, surtout ceux de la « génération Z » pour qui le travail n'est plus l'alpha et l'oméga de la réussite sociale.

Ces jeunes gens, nés entre 1995 et 2010, privilégient la qualité de vie au travail et en dehors. Ils souhaiteraient un travail qui aurait du sens, au service des personnes et du collectif... Ils ont véritablement compris le sens du projet sarkozyste dissimulé sous le slogan : « Travailler plus pour gagner plus ». En fait, dans les années 1980, un travailleur donnait l'équivalent d'une semaine de revenu issu de son travail par an aux actionnaires, alors qu'il en donne quatre aujourd'hui. La réforme des retraites, comme celle de l'assurance chômage, oppose, en fait, deux styles de société inconciliables. ■

NICOLAS PALUMBO.

Grosse déprime au Figaro

Le journal emblématique de la vieille bourgeoisie ne va pas bien. Le grand succès des manifestations syndicales du 19 janvier a soulevé un vent de pessimisme, voire de défaitisme, au sein de la rédaction.

Les éléments de langage distribués par Emmanuel Macron n'ont pas suffi. Pourtant, le Jupiter empêtré avait payé de sa personne. Au cours d'un déjeuner qui devait rester secret, il avait dit ce qu'il fallait dire sur les retraites à une dizaine de journalistes bien en cour. Le Figaro avait répercuté benoîtement les messages tombés de la bouche du Pédagogue en chef, mais les foules qui se pressaient dans les rues des grandes et des petites villes ont brisé les ronds de jambe conservateurs et la langue de bois néolibérale.

Déprime. Grosse déprime au Figaro. Au lendemain du 19 janvier, les titres exprimaient l'embarras et les articles sentaient la défaite. Mais qu'est-ce qui leur a pris de plonger les lecteurs dans l'accablement avec ce titre : Hantés par le déclassement, ces Français qui pleurent la fin d'un monde ? On y parle des pénuries de médicaments et du manque de médecins, du délitement des services publics et de « l'inquiétude » qui



grandit, comme si la direction du journal s'apercevait tout à coup de la détresse des classes moyennes et populaires.

Emporté par la vague de sinistrose et poussé par un élan masochiste, Vincent Trémolet de Villers a cru malin d'aller interroger Christophe Guilluy, qui s'est empressé de développer ses idées sur la dépossession de la majorité de la population française et qui, agacé par une question, a sévèrement tancé le sémillant Trémolet : « Vous validez indirectement la vision nihiliste qui est celle de Netflix : une société réduite aux panels du marketing. Dans ce schéma, il n'y a plus de société, le marché fait la loi et surtout le pays n'existe plus ».

Bim ! Et Guilluy de célébrer l'époque du « gaullo-communisme », en sachant pertinemment que la direction du journal voue aux gémonies le gaullisme et le communisme.

En période normale, *Le Figaro* aurait trouvé du réconfort dans le comportement exemplaire d'une majorité présidentielle droite dans ses bottes pour soutenir la réforme. Hélas ! Hélas ! Un titre nous prévient que « la réforme Macron se heurte déjà à de premiers frondeurs au sein de la majorité ». Les mécontents se trouvent chez les macro-niens de Renaissance, chez les bayrouistes du Modem et chez les Édouard-Philippistes d'Horizons. Et comme un malheur ne vient jamais seul, Barbara Pompili, suivie par trois députés écolo-pompilistes, a déploré les « injustices sociales » du projet de loi. Sans compter les quinze élus de la majorité présidentielle qui pourraient s'abstenir si leurs propositions n'étaient pas retenues...

Dans cet océan de mauvaises nouvelles, une bouée de sauvetage est apparue : Elon Musk a apporté son soutien à la réforme des retraites ! Emmanuel Macron ne s'est pas entretenu pour rien avec le propriétaire de Twitter. À moins qu'il ne prépare sa propre retraite... ■

SYLVIE FERNOY.

L'Écho du net

■ **La France, l'UE et l'Otan.** – Le groupe Mars, constitué d'une trentaine de personnalités françaises issues d'horizons différents, des secteurs public et privé et du monde universitaire, publie régulièrement sur le site de l'hebdomadaire *La Tribune* des analyses relatives aux intérêts stratégiques de défense et de sécurité et aux choix technologiques et industriels mettant directement en jeu la souveraineté de la France. Leur dernière publication collective (1) est une réflexion dense en deux parties sur le conflit russo-ukrainien. La première partie évoque la livraison de chars aux forces ukrainiennes et étudie différents scénarios susceptibles de mettre fin à cette guerre.

Mais c'est surtout la deuxième partie, intitulée « *Quelles leçons pour l'Europe et la France ?* », qui a retenu notre attention. Elle se

présente comme des attendus motivant la décision judiciaire proclamée en conclusion. Citons-en quelques-uns auxquels nous ne pouvons que souscrire : « *Personne ne croit plus à l'autonomie stratégique des Européens, tant en matière de défense que d'énergie, pour ne rien dire de la santé. Bref, en une seule guerre livrée par procuration, les Américains se débarrassent à la fois d'un rival stratégique (la Russie) et rééquilibrent leur commerce avec leur rival économique. Les Américains ont en effet atteint leurs buts de guerre en Europe : l'armée russe, prétendue "deuxième du monde", est durablement affaiblie tout en continuant à faire peur à ses voisins européens. L'Otan, relégitimée pour de nombreuses années, se renforce encore avec l'adhésion prochaine de la Suède et de la Finlande* ».

Puis viennent, en feu d'artifice, les attendus intra-européens :

• « *En réalité, c'est l'Allemagne*

qui a assis sa domination en Europe sur un mercantilisme qui s'exerce d'abord à l'encontre de ses partenaires européens et exploite le marché unique à son seul avantage, en intégrant l'économie des pays d'Europe centrale et orientale au profit de son industrie afin d'en abaisser les coûts de production. L'admission de l'Ukraine dans l'UE, qui coûtera cher au contribuable français, n'a pas d'autre motivation que d'accroître l'Ost Politik allemande ».

• « *La France ne doit pas persévérer dans une erreur ruineuse qui ne lui apporte ni la prospérité ni la sécurité promises* ».

• « *L'intérêt général européen n'existe pas, il n'existe que les intérêts particuliers des États membres* ».

• « *Il est temps pour la France de ne plus encourager le projet antisocial (cf. la nouvelle réforme des retraites) et contraire à nos intérêts stratégiques de l'UE actuelle* », et enfin le bouquet final :

« *La France s'appauvrit de dix milliards nets par an au profit de ses partenaires de l'UE, y compris les plus riches. La France doit dorénavant veiller avant tout à préserver ses intérêts, à commencer par les domaines de souveraineté : l'alimentation et la santé, l'énergie et la défense, les services en réseau* ».

Alors pourquoi cette « **décision** » inique et incompréhensible qui anéantit tous ces attendus si solides et si pertinents : « *La France doit abandonner l'illusoire "Europe puissance" pour s'investir à fond dans l'Otan [...]. Les vrais enjeux stratégiques de demain sont donc au sein de l'Otan* » ?!? Encore une énorme bourde d'un stagiaire ?..

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). <https://www.latribune.fr/opinions/ukraine-la-menace-nucleaire-russe-neutralise-les-strategies-occidentales-pour-mettre-fin-a-la-guerre-1-2-948332.html>

Coralie Delaume avait raison

Le 15 décembre 2020, Coralie Delaume nous quittait. Plus de deux ans après, la blessure causée par ce départ à la fois précoce et violent ne s'est toujours pas refermée chez ses amis. Ils ont créé une association, dont Bertrand Renouvin est un des membres fondateurs, pour faire vivre son héritage intellectuel et participer au débat public.

Deux journées d'hommage ont déjà été organisées à Montélimar, ainsi qu'une conférence-débat, à Paris (avec Marcel Gauchet et Henri Guaino) ; l'ensemble des travaux feront l'objet d'un ouvrage à paraître au printemps. Le 8 février 2023, l'association organise une nouvelle conférence-débat au palais Bourbon sur le thème de l'Union européenne, avec François-Xavier Bellamy et Emmanuel Maurel.

En octobre 2018, paraissait *Le couple franco-allemand n'existe pas* (1). Dans cet ouvrage, sans doute le plus abouti de son auteur, et certainement aussi celui sur lequel elle a le plus travaillé – et Dieu sait que sa puissance de travail était impressionnante –, elle se livrait à une étude de la relation franco-allemande. De nombreux médias *mainstream* ont snobé ce livre, probablement parce que le titre choisi faisait remonter à leurs fragiles narines un parfum de provocation. Coralie Delaume blasphémait ! Comment pouvait-on douter des amours d'Angela Merkel avec Emmanuel Macron, et avant lui avec François Hollande ou Nicolas Sarkozy ? Comment pouvait-on jeter un seau d'eau sur Helmut Kohl et François Mitterrand main dans la main à Verdun ? Comment pouvait-on ne pas admirer l'amitié franche et sincère de Giscard et Schmidt ? Comment ne pas verser une larme devant Konrad Adenauer qui trouvait le gîte et le couvert à la Boisserie ?

Pourtant, plus de quatre ans après, de nombreuses voix se font entendre : à la télévision, à la radio et dans les journaux, nombre d'observateurs, qui se taisaient alors, remettent publiquement en cause cette notion de couple. Mais très peu citent l'ouvrage. La plupart font comme s'ils avaient toujours vu cette évidence. Quand le réel vous saute à la gueule, c'est bien moins risqué de voler au secours de la victoire quand celle-ci est acquise.

La question du marché de l'énergie et des prix de l'élec-



tricité indexés sur ceux du gaz, dont l'Allemagne est dépendante, en a été une preuve éclatante. Quand des boulangers voient leur facture énergétique multipliée par cinq et qu'ils font la une des chaînes d'information continue, il devient compliqué d'expliquer pourquoi et comment on en est arrivé là. Quand l'Allemagne continue de préférer ac-

quérir du matériel de guerre US et qu'elle dédaigne beaucoup plus ostensiblement qu'auparavant de consulter la France pour prendre des décisions politiques d'importance, cela a forcément beaucoup plus d'impact, surtout quand une guerre éclaté sur le sol européen. Et pourtant, même à l'occasion de la guerre en Irak où s'était constitué face à l'Amérique de Bush un axe Paris-Berlin-Moscou, l'Allemagne n'a toujours cru qu'au parapluie de Washington, et l'avait déjà signifié lors de l'ajout, par le Bundestag, du préambule au traité de l'Élysée, traité qui a fêté ses soixante ans le 22 janvier 2023.

Il n'y a jamais eu de couple franco-allemand. Ce couple n'existe que dans la tête des élites françaises, et de multiples preuves en sont apportées dans son livre par Coralie Delaume. Les plus ambitieux des

Allemands dans leur relation à la France évoquent plutôt un tandem où ils tiennent le guidon tandis que la France se contente de pédaler.

Et c'est pour cela qu'Emmanuel Macron préfère parler de souveraineté européenne en confondant l'UE, c'est-à-dire une organisation internationale, avec « Notre Europe ».

Cet homme a fini par comprendre qu'Olaf Scholz regardait ailleurs, que l'Allemagne ne lui demanderait son avis sur rien, que les Conseils des ministres franco-allemands ne constituaient qu'une farce d'anniversaire et que les Allemands pourront rééditer le coup des migrants de 2015 si leur patronat en décide ainsi.

Il a en effet compris que l'Allemagne n'avait jamais été en couple avec la France et qu'il se retrouve dans la position de Jean-Claude Dusse, personnage du film *Les Bronzés font du ski* interprété par Michel Blanc dont la réplique est restée célèbre : « Elle a décidé que nous nous séparerions d'un commun accord »...

L'Allemagne est pleinement souverainiste et l'UE continue de n'être qu'un levier bénéfique pour sa politique de souveraineté alors qu'elle provoque des effets inverses pour

la France.

Bref, Emmanuel Macron sait que Coralie Delaume avait raison, mais le dire et surtout en tirer les conséquences serait pour lui se priver de la seule ligne directrice qu'on lui connaisse, puisque sur tous les autres sujets il a dit tout et son contraire : sa foi en l'Union européenne. Y renoncer serait l'aveu de son impuissance et donc de son inutilité alors que son second mandat vient de débiter et que la Constitution lui interdit d'en briguer un autre. Il serait à la foi un roi fainéant et un roi nu. Voilà pourquoi il s'accroche tellement à cette réforme sur l'âge de la retraite, qu'il fustigeait pourtant en 2019 avec les mêmes mots que ses opposants d'aujourd'hui.

Là encore, il se tourne vers Bruxelles et Berlin, pour leur dire : « *Regardez comme je suis un bon réformateur ! Regardez comme j'imité bien le premier de la classe !* ». Peu importe que l'Allemagne ait reculé l'âge de la retraite parce qu'elle a une pyramide des âges autrement plus catastrophique que la nôtre et que le nombre de ses retraités pauvres, contraints de prendre un travail d'appoint, explose. Peu importe que les économies générées par cette réforme semblent ridicules au regard des dépenses du « *quoi qu'il en coûte* » et que, quoi qu'il fasse, les Allemands ne s'en satisfèrent jamais.

Parfois, je me demande comment mon amie Coralie réagirait devant le triomphe de ses analyses qui rendent tellement grotesques les moulinets de ce président. Celle qui avait débüté son entrée médiatique en blogueuse malicieuse pour finir en intellectuelle exigeante sourirait-elle ? Ou serait-elle triste pour son pays ? Les deux, mon général. Elle moquerait avec drôlerie le roi nu ! Puis pleurerait en silence sur le destin d'une Nation qu'elle chérissait tant. ■

DAVID DESGOUILLES.

(1). Éditions Michalon. Cf. l'éditorial de *Royaliste* n° 1241.

Vivre et survivre à Bratineux

De cité en cité, d'un département à l'autre, Ludmila Petrova partage la vie quotidienne de ceux qui habitent les communes les plus pauvres de l'Île-de-France. Une vie précaire, parfois misérable, où beaucoup survivent grâce aux aides publiques, aux trafics et aux solidarités de voisinage.

A Bratineux, ma petite commune fictive qui en résume beaucoup d'autres en Seine-Saint-Denis ou dans l'Essonne, on ne peut vraiment pas dire qu'on vit dans l'isolement puisque le RER nous conduit en 30 minutes dans le centre de la capitale.

Bien sûr, il faut avoir un passe Navigo, trop cher pour certaines bourses, et un travail à Paris. Sinon, pourquoi traîner dans des quartiers où tout est trop cher, même le sandwich qu'on achète en guise de déjeuner dans une boulangerie ?

Dans mon quartier, c'est beaucoup plus simple. Pas très loin de la gare, on peut acheter pour un euro une brochette de bonne viande grillée à point sur un brase-ro. Avec un euro supplémentaire, on a une canette de bière ou un Coca. Les vendeuses sont de solides mamans africaines qui installent leur petit commerce quand les enfants sont à l'école, vers midi ou en début d'après-midi. Parmi elles, beaucoup sont au chômage, d'autres travaillent à mi-temps et viennent chercher là un supplément de revenu. L'été, l'odeur du maïs grillé se mêle à celle des brochettes et les voisins peuvent passer prendre le poisson grillé qu'ils ont commandé. La clientèle est très variée : Maghrébins, Européens, Chinois de passage, Africains. Tous savent que la viande, achetée dans une boucherie hallal, est de très bonne qualité – tout comme le poisson d'ailleurs.

Il va sans dire que ce commerce est tout aussi illégal que la vente à la sauvette de cigarettes, assurée par divers groupes – les uns sont pakistanais, les autres marocains – qui se tiennent eux aussi à proximité de la gare, surtout à l'heure où les gens partent au travail ou en rentrent. La mairie n'aime pas ce désordre et les policiers viennent de temps à autre faire une descente. Les uns se dispersent, les autres remballent en hâte, mais les stocks de bouteilles et de divers ingrédients sont cachés à quelques dizaines de mètres dans les haies qui entourent les immeubles. Dès que la police s'en va, le commerce reprend.

Ce n'est pas seulement l'illégalité qui fâche le maire de Bratineux, mais aussi la prolifération de pigeons, qui peuplent par centaines des pelouses fatiguées et qui mangent les déchets quand ils ne sont pas nourris par la population – surtout les Turcs qui adorent les pigeons. Nous nous flattons d'avoir les plus gros rats du département, mais d'autres communes – sans compter Paris – peuvent facilement nous disputer cette gloire.

Le spectacle coloré du commerce de rue ne fait jamais oublier la misère. L'achat de brochettes aux mamans africaines, c'est



Corbeil-Essonnes, quartier des Tarterêts. Un des quartiers les plus emblématiques de la question des banlieues françaises.

pour une partie de la population la seule possibilité de manger un peu de viande. Dans le centre commercial, le magasin principal a fermé, puis les boutiques. Des mendiants s'y sont installés et le dernier kebab s'est replié sur les commandes à emporter car trop de clients agressifs exigeaient que le prix de vente soit réduit de moitié. Là encore, la mairie et la police sont dépassées par la situation, qui s'est encore aggravée depuis l'inflation.

Il y a aussi une pauvreté qui est invisible aux yeux des passants, mais qui est commune à ceux qui vivent ici.

Il y a aussi une pauvreté qui est invisible aux yeux des passants, mais qui est commune à ceux qui vivent ici, derrière les façades dégradées d'immeubles trop rapidement vieillies. Il y a bien des travaux de rénovation financés par l'État, mais les belles annonces sur les panneaux se concrétisent par des rafistolages et des coups de peinture qui semblent largement suffisants aux gestionnaires privés. Dans les appartements, on n'a pas attendu les annonces du gouvernement et les conseils des médias pour débrancher tous les appareils électriques – y compris le four et la télévision – sauf le frigo. Certains achètent des réchauds de camping pour économiser le gaz et il faut dire que le chèque de 200 euros versés en décembre pour la

facture d'électricité a été reçu avec soulagement. Quand on a comme moi 30 ou 40 euros de facture, le « chèque » du gouvernement donne de la marge.

Et puis il y a, dans ma cité comme dans beaucoup d'autres, des dealers qui vivent plutôt bien et qui font vivre leur famille. De temps en temps, la police fait une descente. Les jeunes répliquent par des tirs de « mortier » ; il y a des courses-poursuites sous le regard d'habitants qui n'hésitent pas à prendre la défense du jeune qui s'est fait coincer, et à cacher son copain dans un appartement. Dès que les policiers sont partis, le commerce reprend. Les jeunes vendent du cannabis dans des sachets confectionnés avec soin avec, sur le papier, des images qui sont la signature du commerçant. Ils n'ont rien à voir avec les vendeurs de drogues dures, qu'ils détestent parce qu'ils attirent une clientèle violente, souvent clochardisée.

Ceux qui tiennent leur poste dans mon immeuble sont polis et prévenants. Ils s'occupent des animaux errants et, surtout, ils assurent la sécurité dans le quartier. Une femme peut rentrer tard le soir sans être agressée et ceux qui ont tenté le coup ont reçu de solides raclées. Leur clientèle est variée : dans la journée et les soirs de semaine, il y a la dame âgée qui prend du cannabis pour soigner ses douleurs, ceux qui ont un coup de déprime ou qui veulent passer un moment détendu avec quelques amis... Les soirs de fin de semaine, le parking est embouteillé par les grosses voitures des patrons, des cadres supérieurs, des bons bourgeois venus de Paris pour faire les provisions de la semaine.

Il n'y a pas que la drogue douce. Des jeunes femmes se prostituent dans les bois voisins – elles s'y sont installées bien avant le Covid mais elles sont encore plus nombreuses depuis la pandémie – ou bien dans des appartements de la cité, des F5 sous-loués à la chambre par des propriétaires sans scrupule. La police est vue avec soulagement quand elle intervient pour faire cesser cette activité.

Ma cité vit avec le trafic et en partie grâce au trafic qui vient compléter les aides de l'État et d'une équipe municipale qui fait tout son possible pour aider la population mais qui est dépassée par l'ampleur des problèmes. Dans les médias, on met en scène une violence réelle mais on ne voit pas la solidarité qui existe entre voisins de palier, entre résidents d'un même immeuble – même s'il y a chez nous comme partout des jalousies, des rivalités, des es-croqueries et des enfermements communautaires... ■

LUDMILA PETROVA.

Lula renforcé après les émeutes de Brasilia ?

Les manifestations destructrices à Brasilia le 8 janvier ont semblé mettre le président Lula en difficulté et la démocratie en danger. Et si c'était l'inverse ?

Le 8 janvier 2023, une semaine après l'installation officielle du nouveau pouvoir brésilien, plusieurs milliers de manifestants favorables à l'ancien président Bolsonaro ont envahi la place des Trois pouvoirs et dans le même élan les bâtiments de la présidence, du Congrès et du Tribunal Suprême Fédéral, bénéficiant d'une réaction plus que molle de la police de Brasilia. Cette journée du 8 janvier s'inscrivait dans une série de manifestations qui ont commencé dès le 30 octobre et qui exprimait la conviction d'une partie du bloc bolsonariste que la victoire de leur candidat leur avait été volée. Cela rappelait les événements qui avaient entaché la procédure de confirmation de la victoire de Joe Biden un an plus tôt aux États-Unis. Les manifestants de Brasilia voulaient faire peur et impressionner le nouveau pouvoir à défaut de pouvoir le renverser. Ils témoignaient de la fracture qui divise le pays et en même temps le fragilise.

Cependant le Président Lula n'a pas tardé à montrer sa fer-



Brasilia, 8 janvier 2023. L'invasion de la place des Trois Pouvoirs.

meté. La sécurité de Brasilia a été confiée par décret à l'armée. Depuis le 8 janvier, plus d'un millier de personnes ont été arrêtées. Plus de cinquante militaires ont été écartés, dont le chef d'état-major des armées le Général Julio César de Arauda nommé pendant la période de transition. Il a été remplacé par le Général Tomas Miguel Ribeiro Paiva, commandant de la région sud-est qui a reconnu publiquement la victoire de Lula et a apporté son soutien à la démocratie brésilienne.

Par ailleurs les bolsonaristes ont sous-estimé l'adhésion de

l'armée au régime qui a su lui faire une place non négligeable dans ses sphères dirigeantes. Enfin ni les élites économiques ni une quelconque puissance extérieure n'étaient nullement décidées à soutenir le moindre aventurisme politique.

Mieux, les présidents de la Chambre des députés (bolsonariste) du Sénat, du Tribunal suprême fédéral, les gouverneurs régionaux ont apporté leur appui au président menacé. Lula voit donc sa marge de manœuvre au Congrès renforcée, les parlementaires du centre voire une frange des

bolsonaristes pourraient être amenés à le soutenir dans un réflexe de défense républicaine. Il faudra cependant au Président un sens aigu de la négociation. Lula a en effet de grandes ambitions sociales avec une marge financière très limitée. Une équation compliquée que les événements récents peut rendre plus aisée au moins un temps.

Sans compter que la plupart des dirigeants mondiaux lui ont apporté leur soutien dont Vladimir Poutine et Joe Biden qui n'avait envoyé le 1^{er} janvier à Brasilia pour la cérémonie d'investiture que son secrétaire d'État à l'Intérieur. Or Lula veut mener aussi une diplomatie multilatérale active. Ce soutien international peut l'y aider, là encore pendant un temps. ■

MARC SÉVRIEN.

Les Faits marquants

■ **Allemagne.** – Au terme de longues tergiversations, abondamment critiquées par les gouvernements européens, Berlin a décidé le 25 janvier d'autoriser la livraison de blindés à l'Ukraine. Quatorze chars allemands de type Leopard 2A6 rejoindront donc prochainement les forces armées ukrainiennes. Par ailleurs, cette décision permettra à d'autres États, notamment la Pologne, de livrer leurs propres Leopard.

■ **Burkina Faso.** – Après avoir été contraintes de se retirer du Mali et de la République centrafricaine en 2022, les troupes françaises ont été invitées à quitter sous un mois le territoire burkinabais par la junte dirigée par Ibrahim Traoré. Quatre cents militaires des forces spéciales à Ouagadougou sont concernées par ce retrait qui marque une nouvelle perte d'influence de la France au profit de la Russie.

■ **Pérou.** – Le pays s'enfonce toujours plus dans la crise politique. Après un mois et demi de contestations, une cinquantaine de manifestants et un policier sont morts. Le 24 janvier, la vice-présidente Dina Boluarte, au pouvoir depuis l'arrestation du président Pedro Castillo, a appelé en vain à une « trêve nationale ». Symbole du chaos régnant dans le pays, le site du Machu Pichu a été fermé aux visiteurs par mesure de sécurité.

CASIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **British Museum.** – Le débat sur la restitution des œuvres ne concerne pas uniquement l'Afrique ou le monde de l'art. Il est politique et universel. On en veut pour preuve la controverse autour de plusieurs pièces emblématiques du British Museum : les marbres d'Elgin (frises du Parthénon emportées à partir de 1801 par lord Elgin) et les bronzes d'Édo (quelque trois mille objets en métal ouvragé pillés lors du sac, en 1897, du palais de Benin City dans l'actuel Nigeria).

Le quotidien conservateur britannique *The Telegraph* avait vendu la mèche dès le 3 janvier : le président du British Museum – qui n'est autre que l'ancien chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) du cabinet Cameron, George Osborne – négociait avec Athènes. Réaction indignée de la secrétaire d'État à la Culture,

Michelle Donelan : jamais le Royaume-Uni ne rendra les frises. *The Telegraph* y revient le 14 janvier : le British Museum va engager d'importants travaux de rénovation et certains investisseurs, américains notamment, peuvent être sensibles au souci de ne pas apparaître bloqués à l'égard de toute restitution ; d'autres, Britanniques de l'ancien monde, campent sur des positions qui seront bientôt dépassées. Bref, Osborne utilise les fameux marbres comme « des pièces d'un jeu d'échecs ».

La crainte de la ministre est que toutes les ressources muséales soient à terme concernées. Ce qui vaut pour la Grèce vaudrait-il pour le Nigeria ou le Cambodge ? Lord Elgin, ambassadeur auprès de la Sublime Porte, avait obtenu pacifiquement un firman du sultan. Les objets razzés lors des conquêtes coloniales l'ont été par pure force. La Grèce antique fait partie de la civilisation mondiale, bien au-delà d'une identité nationale hellène.

Les arts africain, asiatique, océanien ou islamique, hier considérés comme spécifiques, venaient d'être reconnus comme patrimoine mondial de l'UNESCO et de faire leur entrée dans les « grands » musées. Ils redeviennent marqueurs d'identités.

Le débat se déplace des questions de principe vers celles de la conservation. Athènes possède son musée de l'Acropole. Benin City n'est que poussière et débris. C'est du moins le résultat d'une passionnante enquête publiée par le mensuel américain *The Atlantic* dans son numéro d'octobre dernier sous la signature de l'ancienne plume de George W. Bush, inventeur de « l'axe du mal », David Frum : « *Qui est le propriétaire des bronzes du Bénin ?* » L'État central du Nigéria, capitale Abuja ? L'État fédéré d'Edo, capitale Benin City ? ou l'oba d'Edo, le successeur du roi soumis par les Anglais en 1897 ?

Y. L. M.

La République démocratique du Congo (RDC) est entrée en année électorale, propice à toutes les dérives. Les Occidentaux regardent ailleurs, alléguant d'autres priorités. Avec quelles conséquences ?

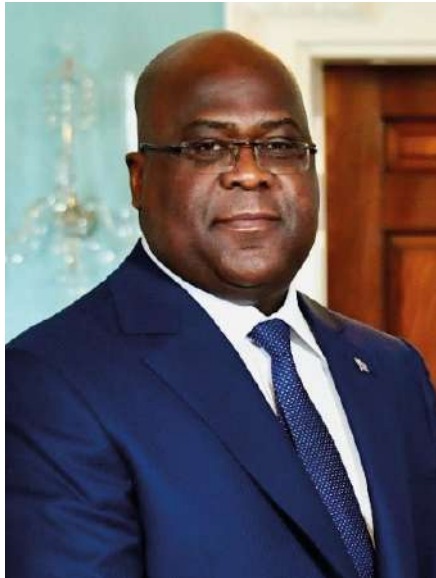
Sauter sur Goma ?

PAR YVES LA MARCK

Le pape François avait dû remettre son voyage à deux reprises pour raisons de santé en 2022. Il se rendra finalement à Kinshasa puis au Soudan du Sud du 31 janvier au 5 février. L'étape de Goma, à la frontière du Rwanda, a dû être annulée après que la province du Nord-Kivu s'est à nouveau embrasée à l'été dernier. Un accord provisoire a été trouvé le 6 décembre à Nairobi mais la tension demeure. L'aéroport de Goma accueille des gros-porteurs chargés d'armements lourds supposés rétablir l'équilibre entre l'armée nationale et les groupes rebelles. Cela rappelle de mauvais souvenirs : en 1994, l'opération Turquoise utilisa le même aéroport pour acheminer les éléments de l'armée française devant mettre un terme au génocide dans le cadre d'une mission des Nations unies. Goma est aujourd'hui le quartier général d'une force de la Communauté d'Afrique de l'Est décidée en août, commandée par le Kenya.

« À une autre époque que la nôtre, on sauterait sur Kolwezi (1978, dans l'actuel Katanga), des paras descendraient sur le terrain, reprendraient l'armée en main et, avec énergie, rétabliraient l'ordre. Dans un autre siècle, on s'insurgerait du viol des femmes, on refuserait le sort des enfants dans les mines, on boycotterait les minerais... » Le coup de gueule poussé par la journaliste belge, spécialiste des Grands Lacs, Colette Braeckman, dans *Le Soir* le 9 janvier, est tout à son honneur.

Une guerre de trente ans. — Certes, il y a l'Ukraine. Ce n'est pas une mauvaise excuse. Comme il y eut Sarajevo au moment du génocide au Rwanda. Pour beaucoup, il y a aussi une certaine « fatigue » de cette guerre de trente ans qui refuse de finir. Les données n'ont guère changé : le Rwanda post-génocide et le Congo ex-Zaïre se méprisent souverainement. Le pouvoir en place à Kigali ne fait pas confiance aux autorités de Kinshasa pour assurer la défense des Banyarwanda ou Banyamulenge, rwandophones congolais, tutsis et hutus, initialement venus du Rwanda (main-d'œuvre importée par la colonisation belge), stigmatisés comme supplétifs de l'armée rwandaise dans ses opérations de poursuite des réfugiés du génocide. Le pouvoir congolais, appuyé par un indéniable sentiment patriotique au sein de la population, quelle que soit sa tendance politique, et par une société civile dynamique, accuse le Rwanda de prédation de ses ressources minières stratégiques, de volonté d'annexion et de déstabilisation. Il ne faut pas beaucoup



Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, actuel président de la République Démocratique du Congo.

de choses pour que cette méfiance prenne la tournure d'une haine raciale toujours sous-jacente, avec les mêmes préjugés.

S'il suffisait d'envoyer les paras ! ? Pour arrêter les « colonnes » tutsies du M 23 (Mouvement du 23 mars) dans la banlieue de Goma comme en juin dernier ? Pour empêcher les « barrières » où les Tutsis, congolais cette fois, sont triés ? 14 000 Casques bleus, majoritairement du sous-continent indien, sont stationnés au Congo depuis 1999. Sous la dénomination Monuc puis Monusco, ils représentent la plus importante opération onusienne qui, à son apogée, coûtait 1,5 milliard d'euros par an. Contestée par la population locale, elle est en voie de réduction, sinon de clôture à échéance de quelques années.

Où que l'on se tourne, surgissent les situations confuses ou douteuses.

L'armée nationale congolaise est en cours de restructuration... depuis vingt ans. Organisation particulièrement corrompue, en dépit de toutes les coopérations internationales, elle a dû également intégrer successivement cadres et recrues de divers mouvements rebelles à la faveur de programmes de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR) qui ont miné son autorité et accentué la pression sur le partage des ressources. Le « brassage » (locution locale tirée de la principale boisson du pays) n'est plus une solution, mais un problème.

Une guerre mondiale africaine. — Devant la fatigue des organisations internationales, des pays donateurs, des États-Unis et de l'Europe, les parties n'ont eu d'autre option que de se tourner vers les instances régionales. La RDC possède neuf frontières (Angola, Zambie, Tanzanie, Burundi, Rwanda, Ouganda, Soudan du Sud, République centrafricaine, Congo-Brazzaville) et autant de problèmes transnationaux. Où que l'on se tourne, surgissent les situations confuses ou douteuses. Pourtant, toutes les entreprises de sécession se sont toujours heurtées à une conscience nationale, une identité, puisqu'il faut bien la nommer, irréductible. Le peuple congolais existe là même et surtout là où l'État est décrié. La guerre post-génocide entre 1994 et 1999 fut une guerre largement internationalisée ; on a pu la qualifier de « guerre mondiale africaine ». Le Congo, si affaibli, champ de bataille des plus puissants, en est ressorti plus uni et déterminé que jamais.

Aujourd'hui la paix peut-elle être internationalisée ? Mais c'est le géant Gulliver entravé par des Lilliputiens : le Congo, c'est cent millions d'habitants (environ, en l'absence de recensement), un territoire grand comme toute l'Europe occidentale, et comme on le sait, un « scandale géologique », le « deuxième poumon de la planète » (après l'Amazonie), et pour nous Français, le « premier pays francophone du monde ». Certes, ce sont des clichés à nuancer mais des représentations qui font fonction de mythes mobilisateurs.

Le premier à identifier « une guerre mondiale en morceaux », le pape François, y peut-il quelque chose ? Il avait montré un courage certain en se rendant à Bangui en 2015 au plus fort de la crise, contre les avis des internationaux (dont la France). Son obstination à se rendre à Kinshasa — puis à Juba au Soudan du Sud — est à nouveau une bravade à l'encontre de ceux qui voudraient « oublier le Congo » et l'Afrique centrale en général, « l'Afrique au cœur », sous des prétextes divers dont l'Ukraine. L'Église catholique est majoritaire au Congo, comme au Rwanda et au Burundi. Elle a été longtemps très bien dirigée, elle a tenu tête à Mobutu, elle a organisé le dialogue national sous Kabila, elle a comptabilisé les votes en 2018 (donnant la victoire à Martin Fayulu, devançant Félix Tshisekedi qui sera néanmoins proclamé président). Au sein d'une coordination de la société civile, elle sera à nouveau garante des prochaines élections prévues en décembre prochain. ■



WIKIPÉDIA, PHOTO : WEB GALLERY OF ART.

La place de la Seigneurie à Florence, avec le Palazzo Vecchio (à gauche), siège de la république florentine.

Florence, un rêve de République

par Bertrand Renouvin

Nos préoccupations immédiates, aussi vives soient-elles, ne nous empêchent pas de revenir sans cesse aux sources de la pensée politique européenne. Blandine Kriegel nous les a enseignées et nous pouvons retracer grâce à elle la généalogie de la République depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque moderne.

La *politeia* athénienne et la *Res publica* romaine nous fascinent parce que ces cités ont vu s'épanouir les arts, les philosophies et les sciences dans un mouvement qui fut et qui reste d'une inépuisable richesse. Au XV^e siècle – le *Quattrocento* italien –, Florence fut elle aussi, et pour un bref moment, une ville qui sut allier la beauté des formes, la force des idées et la rigueur scientifique. Nous en admirons les monuments et les tableaux, mais nous ne connaissons guère la réflexion philosophique – à l'exception de ce que nous croyons savoir de Machiavel, qui clôt l'époque.

Pétrarque (1304-1374) a lui aussi survécu dans les mémoires comme un admirable poète. Il fut en même temps le restaurateur des lettres antiques et un politique qui voulait rétablir la République romaine afin que l'Italie retrouvât son unité. Cet idéal ne s'est pas réalisé, mais Pétrarque a exercé une influence déterminante sur l'humanisme civique, que Blandine Kriegel nous permet de découvrir.

Les héritiers spirituels de Pétrarque conçoivent la République des lettres comme une République politique. Diplôme au service d'Urbain V, chancelier à Florence à partir de 1375, Coluccio Salutati (1331-1406) défend la liberté florentine et veut que sa ville devienne un

modèle pour toutes les cités d'une Italie dont il souhaite l'unification. Au début du *Quattrocento*, le projet est loin d'être assuré. Les républiques de cité médiévales (1) ont été prises au XIII^e siècle dans l'étau formé par le Saint-Empire, défendu par le parti gibelin, en lutte contre la papauté soutenue par les Guelfes. Victorieux à Florence, le parti guelfe s'était divisé en deux factions. Les Noirs restaient fidèles au pape alors que les Guelfes blancs avaient, avec Dante, pris le parti de la monarchie impériale contre la liberté florentine. Ce conflit politique, marqué par la défaite des Blancs en 1301, se compliquait d'une lutte sociale, illustrée en 1378 par la révolte populaire des ouvriers du textile, les Ciompi.

Négligeant l'opposition aristotélicienne de la république et du despotisme, Coluccio Salutati s'était rallié, à la suite de Dante, à l'idée de monarchie impériale, et ce sont ses disciples qui vont réaffirmer l'idée républicaine. Leonardo Bruni (vers 1370-1444) est l'auteur d'une œuvre considérable. Acteur politique de premier plan, traducteur et commentateur des Grecs et des Latins, il applique à l'histoire de Rome et de Florence l'opposition aristotélicienne entre la République et l'Empire, qui va devenir un thème classique dans le courant républicain moderne.

Leon Battista Alberti (1404-1472), immense savant, architecte remarquable, théoricien de la perspective, établit un lien entre les lettres, les arts et les sciences. Grâce à lui, nous dit Blandine Kriegel, « le grand art de la Renaissance et de l'humanisme républicain reposera sur une philosophie de la nature enracinée dans le savoir mathématique où l'on voit apparaître un tissage serré entre l'art, la science et la république ». Alberti célèbre la liberté humaine appuyée sur la vertu, à l'opposé du fatalisme antique et de la souveraineté de la Providence. Bien avant l'éthique protestante, l'humanisme républicain fait une large place au travail, au commerce et au profit dans une cité qui vise autant la connaissance que les arts, et qui trouve sa gloire dans la beauté. Piero della Francesca, Botticelli, Léonard de Vinci et Michel-Ange se réclament de lui.

Les fresques de la chapelle Sixtine rappellent le rôle majeur de l'humanisme romain, que la condamnation de Galilée tend à faire oublier. La politique d'union des Églises d'Orient et d'Occident menée par Martin V et Eugène VI favorise les relations avec les érudits byzantins et la collation de manuscrits grecs et romains. Nicolas V entreprend la réorganisation de Rome sur le modèle antique et crée la Bibliothèque vaticane.

Pie II, dont tous les humanistes saluent triomphalement l'élection, est l'un des plus grands érudits de son temps. Le cardinal Nicolas de Cues joue un rôle majeur dans le développement de l'humanisme scientifique, de la cosmologie et de la philosophie : sa Docte ignorance n'a cessé d'être étudiée.

La philologie et la critique historique connaissent des progrès décisifs grâce au Napolitain Laurent Valla (1407-1457) qui démontre que La Donation de Constantin plaçant les papes au-dessus des empereurs est un faux grossier. C'est signifier que la vérité ne repose pas sur l'*auctoritas*, fût-elle pontificale. « *À l'authenticité fondée sur l'autorité, il substitue l'authenticité fondée sur le vérifié ; à la reconnaissance de l'autorité, l'autorité de la connaissance* », conclut Blandine Kriegel.

Inspiré par Laurent Valla, Ange Politien (1454-1494) est un poète, fin lecteur des auteurs classiques et commentateur d'Aristote, célèbre dans la Florence de Laurent de Médicis dont il fut l'ami. Plus jeune que lui, Jean Pic de la Mirandole (1463-1494) puisera dans ses réflexions – et dans la lecture de la Kabbale – pour tenter de concilier le platonisme et l'aristotélisme. Son Discours sur la dignité de l'homme ne célèbre pas la liberté métaphysique de l'homme « *maître et possesseur de la nature* » selon Descartes, mais la liberté qui ne crée pas le monde mais le recrée en l'embellissant, dans l'admiration qu'il éprouve pour la Création et dans l'amour du Créateur.

Nous sommes à la fin de la République rêvée par les poètes, les philosophes, les architectes, les peintres et les savants. Cosme de Médicis mène une politique de pacification de l'Italie que Laurent reprend en s'alliant avec les Sforza, la république de Venise, le roi de Naples et d'Aragon. Mais la conjuration des Pazzi et l'exécution des coupables provoquent l'excommunication de Florence et des Médicis. L'échec politique de Laurent le Magnifique annonce la fin de l'humanisme florentin qui voit la ville tomber, entre 1494 et 1497, sous la coupe de Savonarole. Avec Marsile Ficin, la pensée florentine quitte la république politique pour s'évader dans l'hermétisme, où viennent se concilier le platonisme et le christianisme.

Comme l'écrit Blandine Kriegel, « *l'originalité de la restauration de l'idée universelle de république par les humanistes florentins est de l'inscrire dans une durée qu'ils savent limitée* ». Ils récuse la conception impériale d'un espace hiérarchisé soumis aux rythmes de l'expansion et du déclin. La cité républicaine est une organisation transitoire, évolutive, qui admet la diversité des formes de gouvernement. Cette « *République imaginaire* » s'est formée par le retour aux Grecs, aux Latins et aux Hébreux et a opéré une impressionnante



La philosophe Blandine Kriegel. Elle a joué un rôle pionnier dans la redécouverte de l'Etat de droit.

reconstruction intellectuelle, rigoureusement critique et magnifiquement inventive, qui va inspirer les monarchies française et anglaise et se diffuser dans l'Europe du Nord.

Machiavel (1469-1527) est aujourd'hui victime d'une lecture hâtive du *Prince* et des adjectifs tirés de son nom. Il est vrai que le Secrétaire florentin fait débat en Europe depuis le XVI^e siècle et qu'il faut avoir une connaissance approfondie de l'ensemble de son œuvre pour porter un jugement. Blandine Kriegel rappelle que ses fonctions administratives et ses missions diplomatiques, les épreuves de la prison et de la torture en font un témoin et un acteur central de la vie politique à Florence, des conflits entre les cités italiennes et des interventions étrangères qui vont déchirer la péninsule.

Machiavel est aujourd'hui victime d'une lecture hâtive du Prince et des adjectifs tirés de son nom.

À cette considérable expérience personnelle, Machiavel ajoute la lecture des auteurs grecs et latins afin de comprendre la force des Anciens et la faiblesse de Venise et de Florence. Dans les *Discours sur la première décade de Tite-Live*, il affirme que le principat est à l'origine des républiques tout en opposant classiquement la république et le principat réglé par des lois limitant la tyrannie. Pour éviter les excès du pouvoir populaire et la pente dominatrice du principat, Machiavel reprend à Aristote et surtout à Polybe (2) l'idée du gouvernement mixte qui assure la longévité de la République romaine dirigée par les consuls, le Sénat

et les tribuns du peuple – par un composé de monarchie, d'aristocratie et de démocratie qui évoluent selon la négativité qu'ils contiennent : la monarchie peut dégénérer en despotisme, l'aristocratie en oligarchie, la démocratie en violence. L'histoire est faite de déclin et de renaissances. Pour en maîtriser le cours, Machiavel compte sur la vertu pour stabiliser la république, qui a la capacité d'institutionnaliser le conflit entre les grands et le peuple, dans l'union du Prince et du peuple – généralement plus sage que le Prince – mais aussi par la religion, la guerre et la lutte contre la corruption.

Pour l'époque qui est la sienne, Machiavel ne compte pas sur l'Église catholique, qui « *a détruit tout sentiment de piété et de religion par le spectacle de ses dérèglements et de ses désordres* » et qui a maintenu l'Italie dans la division faute de pouvoir s'emparer du pays tout entier. Quant à la guerre, le « *secrétaire florentin* » est partisan d'une armée nationale, sur le modèle romain. Et Blandine Kriegel d'expliquer que, « *Avant Clausewitz, la guerre est pour lui une politique par d'autres moyens* ». Machiavel dit enfin que, dans une république corrompue, le Prince sera nécessairement despotique et que la lutte contre la corruption implique de dures opérations répressives, mais aussi le retour régulier aux principes fondamentaux de la République. Il observe d'ailleurs que les royaumes de France et d'Espagne sont mieux assurés contre les désordres et les troubles parce que, dit-il, « *ils ont un roi qui les tient unis* ».

Ainsi, Machiavel « *transforme le contenu de la vertu (...) en désignant la place du Prince dans la fondation et la restauration de la stabilité de la république et, aussi, de n'importe quel État, dégageant son action de toute destination idéale et rédemptrice. Enracinant la rationalité de la vertu dans une connaissance de la nature humaine qui attribue au désir, à la peur, la férocité des passions présentes dans le monde animal, il donne à la puissance dans la république, une légitimité qui ne lui avait été reconnue que dans le despotisme impérial* ».

C'est un Prince nouveau que Machiavel appelle de ses vœux, pour qu'il réalise l'unité de l'Italie. Loin de tout machiavélisme, le « *secrétaire florentin* » fut d'un bout à l'autre de son œuvre et de sa vie animé par l'amour de sa patrie. C'est en ce sens, conclut Blandine Kriegel, que « *toutes les républiques modernes, tant qu'elles demeureront séparées les unes des autres, seront machiavéliennes* ». ■

► Blandine Kriegel, *La République imaginaire, I. La Renaissance*, Le Cerf, 2022.

(1). Cf. Blandine Kriegel, *Philosophie de la République*, Plon, 1998.

(2). Cf. sur mon blog mes chroniques 154 et 155 : « Aux sources du Politique ».

Divorce à la britannique



L'écrivain britannique Jonathan Coe.

C'est l'histoire d'une rupture, une rupture entre l'auteur Jonathan Coe et son pays, le Royaume-Uni, racontée à travers l'histoire d'une famille des Midlands.

Le dernier roman de Jonathan Coe, a pour sujet une saga familiale qui s'étend de 1945 à 2020, dans les Midlands, et plus particulièrement à Birmingham, ville qui a voté à 71 % pour le Brexit en juin 2016. Dans *Le Cœur de l'Angleterre* (1) déjà, il nous dépeignait un pays explosé, entre Brexit, repli sur soi, et adhésion à l'Europe, le tout avec humour et sans jamais tomber dans la caricature. *Le Royaume désuni* est, au contraire, un roman à charge contre un pays qui, finalement, de 1945 à nos jours, n'a jamais changé et est resté attaché à une gloriole inu-

tile et grotesque, dont le culte de la famille royale est la plus épouvantable manifestation. À part Boris Johnson, éreinté dans le roman, on ne voit pas qui l'auteur déteste plus.

Organisé autour de quelques moments phares de la vie du pays comme le 8 mai 1945, le sacre d'Élisabeth II, la mort de Lady Di ou la Coupe du monde de football de 1966, le roman nous montre que finalement dès le départ, dès la victoire de 1945, le ventre de la bête immonde est fécond. C'est le jeune voyou qui s'en prend à un vieillard qui, émigré au Royaume-Uni au tout début du

siècle, a épousé une Anglaise et est devenu totalement britannique. En ce soir du 8 mai 1945, lui aussi fête la victoire avec les autres et il est pourtant agressé lâchement parce que c'est un boche. Geoffrey, son petit-fils, ne réagit pas, par peur ou par sidération, et c'est un parfait inconnu, Kenneth, qui se porte au secours du vieil homme. Un Kenneth que Mary, le personnage principal du livre, admire et avec lequel elle se lie d'amitié et même un peu plus. Kenneth le courageux, qui se moque comme d'une guigne du sacre de la reine et de tous ces parasites. Pourtant c'est Geoffrey, l'ami d'enfance, qu'elle va épouser, Geoffrey, l'amoureux des lettres classiques, Geoffrey, attaché aux traditions, Geoffrey le banquier, Geoffrey qui n'aime pas les Noirs et surtout pas Bridget, sa belle-fille, qu'il ne regardera jamais dans les yeux. Mary comprend que ce n'est pas bien, mais elle ne condamnera jamais son époux. Mary, c'est un peu l'Angleterre elle-même – et Bridget, brillante juriste et parlementaire européenne, ce que ce pays aurait pu être.

Mary a trois fils. Jack, un parfait crétin nationaliste et Thatcherien qui agresse, adolescent, un jeune cousin allemand et qui crie à tue-tête en 1966 : « deux

Guerres Mondiales et une Coupe du monde », l'Angleterre ayant battu l'Allemagne de l'Ouest en finale, comme si les événements étaient comparables. Martin, le mari de Bridget, est cadre chez Cadbury ; il négocie, en vain, l'acceptation par la CEE des chocolats anglais... Membre du SPD, une scission social-démocrate du parti travailliste, il rêve du Parlement européen mais laisse son épouse se présenter à sa place. Et puis, il y a Peter, le troisième fils, un musicien, le vrai contestataire, qui a décidé d'assumer sur le tard son homosexualité que sa mère, lorsqu'il était enfant, lui présentait comme une chose ignoble.

Heureusement, il y a Lorna, la fille de Martin, musicienne qui parcourt l'Europe pour donner des concerts. Enfin, n'oublions pas la condamnation de l'impérialisme anglais au Pays de Galles, la nullité de Boris Johnson, l'inconsistance des travaillistes de M. Blair et une haine de l'Angleterre, avec laquelle, finalement, l'auteur divorce. ■

MARC SÉVRIEN.

► Jonathan Coe, *Le Royaume désuni* (traduction Marguerite Capelle), Gallimard, 2023.

(1). J. Coe (traduction Josée Kamoun), NRF-Gallimard, 2021.

Dans les revues

■ **Forêt.** – Les grands incendies de cet été en Aquitaine ont mis au premier plan le dossier de la forêt française. En raison des 26 000 hectares brûlés, ils ont très fortement marqué l'opinion. C'est pourquoi le numéro de janvier de la revue *L'Histoire* consacrée aux « Mille et une vies de la forêt française » tombe à pic pour répondre à nos questions et à nos inquiétudes à propos d'un écosystème fragilisé par le réchauffement climatique, mais essentiel pour notre pays : la forêt française est en effet la troisième en importance en Europe, après celles de la Suède et de l'Allemagne. Plus encore, nous découvrons grâce à cette revue que nous véhiculons bien des idées fausses



et des *a priori* sur son histoire, ses évolutions et son exploitation.

Et pour commencer : « à l'échelle de la France, loin de l'imaginaire d'un progressif et inéluctable défrichement, l'histoire de la forêt est bien celle d'une construction ». Ce milieu, qui représente pour beaucoup la quintessence de l'écosystème « naturel », a été au contraire dans notre pays défriché, exploité, entretenu et replanté en permanence, depuis le néolithique : la « Gaule chevelue » couverte de forêts est un mythe construit pendant l'occupation romaine. Comme tout le reste de l'environnement en France, la forêt est depuis l'aube des temps un écosystème anthropisé, adapté aux besoins de l'homme (chauffage, construction, industrie) et géré dans une vision de durée et de rentabilité. Mais cela n'a pas toujours été facile.

Il est possible d'affirmer qu'après d'innombrables avatars et des législations locales parfois contradictoires, voire désastreuses,

notre forêt est née de la grande Ordonnance de Colbert (1669), dans laquelle celui-ci établit des règles de gestion pour satisfaire « deux objectifs : que les foyers français ne manquent jamais de bois de feu ni la Marine de bois d'œuvre ». Législation tellement efficace qu'elle sous-tend encore nombre de règles contemporaines.

Puis vint la deuxième décision qui marquera de façon pérenne notre forêt : la loi de 1857 qui créa les grandes plantations de pins des Landes, pour assainir le terrain et produire les arbres et la résine dont la France de Napoléon III, en pleine révolution industrielle, était grande consommatrice.

Que retenir de ce dossier très complet ? Que, loin de disparaître, notre forêt s'agrandit, et sa surface actuelle (17 millions d'hectares, soit 31 % du territoire national, dont les trois quarts sont propriété privée) est supérieure à tout ce qu'elle a pu être dans les siècles passés ; qu'elle est d'une grande diversité avec 190 essences (sans

oublier les forêts de nos DOM-TOM, qui représentent 8,7 millions d'hectares et des milliers d'essences) ; qu'elle perd de son importance pour certaines utilisations (chauffage par exemple), ce qui explique en partie sa croissance, mais qu'elle reste une ressource majeure ; que les incendies dramatiques que nous avons connus l'année dernière ne sont rien devant les grands incendies de 1949, qui ont ravagé 52 000 hectares et fait 82 morts ; enfin – surtout – que la forêt est étroitement associée à la population, qu'elle a été façonnée par elle, et qu'il nous appartient de poursuivre tous les efforts pour la maintenir à la fois naturelle et rentable, « sauvage » et humanisée, autonome et entretenue. Bref, pour que l'homme continue de cohabiter le plus harmonieusement possible avec son magnifique écosystème.

F. G.

► Mensuel *L'Histoire*, n° 503, janvier 2023.

DR



Par Gérard Leclerc

Vous avez dit déconstruction ?

Voilà longtemps que le terme « déconstruction », dont on doit, sinon l'invention du moins la fortune à Jacques Derrida, a envahi la scène intellectuelle, en la débordant d'ailleurs largement. J'ai rendu compte ici même de l'essai d'Anne de Guigné intitulé *Le capitalisme woke* (Royaliste n° 1231), qui montre comment le monde de l'entreprise se trouve touché par ce phénomène envahissant. La religion wokiste, que l'on peut aussi qualifier de pathologie, est l'objet d'études (dont j'ai aussi rendu compte), parce que l'on peut considérer que l'on a affaire à un nouvel opium des intellectuels. À la *doxa* marxisante dénoncée par Raymond Aron s'est substituée une autre *doxa*, qui exerce autant de ravages. Démasquée, ironiquement on pourrait dire déconstruite, elle ne manque pas d'apologistes indignés d'une pareille irrévérence. Ainsi *Le Monde* publiait dernièrement une page d'un universitaire prétendant que le wokisme était un péril tout à fait imaginaire.

C'est aussi la conviction des organisateurs d'un colloque qui vient de se tenir à l'École Nationale Supérieure sous le titre : « *Qui a peur de la déconstruction ?* ». C'est de leur part une réplique au colloque qui s'était tenu à la Sorbonne en janvier 2022. Et qui entendait « *après la déconstruction reconstruire les sciences et la culture* ». « *Nous ne pouvons pas laisser dire que la déconstruction est destructrice, alors qu'il s'agit d'une démarche affirmative et inventive qui s'efforce de redonner du jeu et de la vie à la pensée.* » Cette contre-offensive est bien le signe d'une toute-puissance contestée. Comme si l'entreprise critique menée par Pierre-André Taguieff et Jean-François Braunstein mettait en danger la liberté de pensée ! Faut-il rappeler le climat d'intolérance développé dans les lieux où règne le déconstructionnisme ?

Reconnaissons pourtant l'avantage qu'il y a dans un échange argumenté entre adversaires intellectuels. S'il permettait de mieux identifier les positions en cause, on s'éloignerait peut-être d'un tel climat, en revenant à la pratique ancienne de la *disputatio*. Les apôtres de la déconstruction pourraient utilement répondre au reproche qui leur ai fait, par exemple, de s'accrocher à ces concepts magiques dénoncés par Pierre-André Taguieff : « *Les concepts magiques sont des concepts à contenu variable, susceptibles d'applications et d'interprétations les plus diverses, selon les contextes, les forces en présence et les orthodoxies idéologiques. Ils sont dénués d'une véritable valeur épistémique mais dotés d'une grande force de suggestion et, surtout, ils donnent l'illusion à leurs utilisateurs de pouvoir tout maîtriser. Un concept magique est indéterminé, car doté d'une grande plasticité, il est "au goût du jour", donc largement diffusé, et offre une attractivité normative en raison de ses connotations positives.* »

En historien aguerri des idées, Pierre-André Taguieff a donc décidé de se confronter à ce concept dans un véritable corps à corps avec la pensée de Jacques Derrida et des autres représentants d'un courant qui s'est voulu post-moderne ou poststructuraliste. La tâche n'était pas facile, car dans le cas de Derrida la langue est souvent obscure, mais son étonnante fortune oblige à tenter une analyse sérieuse. Pour éclaircir un peu le sujet, je reprendrai volontiers les quatre types de déconstructions mis ainsi en évidence : « 1° La déconstruction restauratrice, qui s'insère dans un projet de ressourcement ou de renaissance (Heidegger) ; 2° La déconstruction désillusionnante ou démystificatrice (Derrida et ses disciples) ; 3° La déconstruction émancipatrice ; 4° La

déconstruction nihiliste ou erostratique. » Par *erostratique*, il faut entendre « la joie mauvaise de détruire ». Une telle distinction renvoie à une complexité certaine, tout en suggérant le passage possible d'une catégorie à l'autre, sans que les théoriciens l'admettent vraiment. Derrida s'est montré irrité de certains usages que l'on faisait de ses concepts, mais il avait montré l'exemple en intervenant dans des thématiques politiques militantes. La fortune de la déconstruction, qui s'affirme dans l'expansion du wokisme, s'explique largement par ce genre d'exploitation.

Mais il faut convenir qu'à l'origine, il y a bel et bien une entreprise philosophique de large ambition, parce qu'il ne s'agit rien de moins que de mettre à la question tout l'héritage de la pensée occidentale. Une telle prétention est-elle recevable ? Même lorsqu'elle s'autorise de l'héritage de Nietzsche et de Heidegger ? Les lecteurs les plus sagaces en doutent. C'est George Steiner qui confiait qu'à son avis Derrida se réduisait à des notes de bas de page de Heidegger. Il est vrai que pour ma part, je serais assez ébranlé par le jugement de Jean-Luc Marion, qui fut son étudiant très attentif. N'y a-t-il pas une part de déconstruction dans la démarche de *Dieu sans l'être* ? Oui, mais l'influence de Heidegger y est plus notable, car il s'agit plus de ressourcement que de destruction. Et puis l'étudiant n'était pas dupe de ce qu'il y avait chez le maître de sophistique et de sophistique.

Puisque l'exemple de Marion s'est imposé à moi, je me rappelle avec un certain sourire comment il avait embauché le grand théologien Henri de Lubac dans le camp de la déconstruction : « *Déconstruire n'est pas détruire, mais délier ou trancher des nœuds conceptuels si emmêlés que les questions initiales qui les ont suscités en deviennent elles-mêmes incompréhensibles.* » Mais voilà qui nous conduit sur une voie contraire à la destruction de l'héritage occidental. Ce que l'on peut retenir ici, c'est l'idée derridienne de désobstruction, la seule qui peut se justifier d'un gain de la pensée. Encore faut-il qu'elle soit vraiment au service d'une cause positive, au lieu d'être facteur de nihilisme.

Cela n'empêche pas qu'au bout du compte, il est difficile d'avoir une compréhension claire de la déconstruction derridienne, l'auteur excellent plus à dire ce qu'elle n'est pas, mais difficilement ce qu'elle est. Taguieff montre comment dans des exercices souvent laborieux, notre penseur procède à « *un mélange de futilité, de cuistrerie et de préciosité, avec son esprit de sérieux à couper le souffle...* » On trouvera sévère pareil jugement, mais il ne revêt cette tournure polémique qu'en raison du travail consciencieux auquel le critique s'est livré. Pierre-André Taguieff s'est engagé, de toutes ses forces dans ce travail. Ce qui explique l'aspect biographique de son essai. Car c'est sa propre recherche philosophique qu'il déploie, non à la manière du jeu de trop de déconstructeurs. Ce qu'il nous dit de Nietzsche résulte d'une lecture poursuivie depuis le jeune âge et dont on comprend qu'elle est toujours en cours : « *Pourrait-on retrouver l'enthousiasme nietzschéen pour cette expérimentation historique de la pensée libre comme de la vie libre ? Mais soyons plus ambitieux : peut-on espérer une nouvelle renaissance qui serait avant tout une renaissance de la pensée ?* » Ce n'est peut-être pas la seule réponse, mais elle mérite d'être tentée. ■

► Pierre-André Taguieff, *Pourquoi déconstruire ? Origines philosophiques et avatars politiques de la French Theory*, H et O éditions, 2022.

La guerre de Cent Ans dans sa complexité

Les autorités commémorent chaque année Jeanne d'Arc mais, hors de l'épopée johannique, connue surtout par le cinéma, la guerre de Cent Ans est largement tombée dans l'oubli. Amable Sablon du Corail fait revivre cette longue suite de tragédies avant d'expliquer comment le royaume de France a appris à vaincre.

Au XIV^e siècle, la nation française est encore bien loin d'être formée mais la question de la souveraineté est déjà cruciale. Le roi de France veut bien reconnaître le roi d'Angleterre comme duc de Guyenne, à condition que les affaires judiciaires du duché soient traitées au Parlement de Paris. Le roi d'Angleterre veut bien être vassal du roi de France mais il entend exercer sur la Guyenne la plénitude de son autorité. Les deux royaumes sont sortis de la féodalité. Le sentiment national s'esquisse, plus nettement en Angleterre qu'en France. Le roi de France peut convoquer pour la guerre le ban et l'arrière-ban – et non plus seulement ses vassaux directs – et les Anglais ajoutent à leur chevalerie les redoutables archers recrutés dans la paysannerie libre.

Lorsque le conflit éclate, le royaume de France est le plus puissant d'Europe et le plus prestigieux, ce qui n'empêche pas Édouard III d'Angleterre de réclamer symboliquement le trône de Philippe VI de Valois en 1337. Le défi paraît insensé. Ce sont pourtant les Anglais qui additionnent les victoires : sur mer au Tréport, à Boulogne, puis à l'Écluse en 1340, ensuite sur terre à Crécy le 26 août 1346 et à Calais le 3 août 1347.

L'avènement de Jean II le Bon n'interrompt pas la série des désastres militaires, ponctués de fautes diplomatiques et aggravés par les troubles civils. La défaite de Poitiers, le 19 septembre 1356, et la captivité de Jean le Bon ouvrent une période de vacance du pouvoir marquée par la révolte d'Étienne Marcel face au dauphin, par la Grande Jacquerie et les menées de Charles de Navarre – dit le Mauvais. En mai 1360, le traité de Brétigny est à l'avantage de l'Angleterre : Édouard III renonce au trône de France et libère Jean II mais obtient la pleine souveraineté sur une grande Guyenne, soit le tiers du royaume.

Sacré en mai 1364, Charles V parvient difficilement à rétablir son autorité, crée une armée solide, reconquiert maints territoires avec le concours de Bertrand du Guesclin, et crée un État disposant d'une fiscalité sérieuse. La mort prématurée du roi, en septembre 1380, provoque une période de troubles durement réprimés par Charles VI tandis que la trêve se prolonge entre Français et Anglais.

On sait que la folie de Charles VI, qui se déclare en août 1392, plonge le royaume



17 juillet 1453 : la victoire française de Castillon marque la fin de la guerre de cent ans.

dans l'une des plus noires tourmentes de son histoire. Luttas pour le pouvoir, reprise des hostilités avec l'Angleterre, guerre civile entre les partisans de Charles d'Orléans – les Armagnacs – et ceux du duc de Bourgogne, défaite d'Azincourt en octobre 1415 et ce « *honteux traité de Troyes* » de mai 1420 qui prévoit qu'à la mort de Charles VI la couronne reviendra à Henri V d'Angleterre. En 1428, le dauphin n'a plus rien à opposer aux troupes du comte de Salisbury qui, après de nombreuses victoires, met le siège devant Orléans au mois d'octobre.

On mesure la profondeur des abîmes dans lesquels le royaume avait sombré.

L'arrivée de Jeanne d'Arc, la délivrance d'Orléans et le sacre de Charles VII, le 16 juillet 1429, marquent le tournant militaire et politique de la guerre. Il faudra de longues et dures années de luttes internes et de rudes combats contre les Anglais pour que ceux-ci abandonnent la partie après la bataille de Castillon en juillet 1453.

Sous la plume érudite d'Amable Sablon du Corail, la guerre de Cent Ans, exposée dans sa redoutable complexité, trouve sa pleine portée historique. On mesure la profondeur des abîmes dans lesquels le royaume avait sombré lorsque se conjuguèrent l'invasion étrangère, la guerre civile entre grands seigneurs et la guerre de classes où s'affrontent les paysans, les bourgeois et les nobles. Le trop bref sursaut autour de Charles V puis la

reconquête militaire et politique menée par Charles VII et ses capitaines ne relèvent pas du miracle. Comme toujours, la victoire procède de la réaffirmation conjointe de la légitimité du pouvoir et de la souveraineté territoriale qui vient conforter, dans les populations terriblement éprouvées, le sentiment d'une commune appartenance. Charles V renforce sa légitimité par le principe d'inaliénabilité de la Couronne. Charles VII met un terme au trouble dynastique en se faisant sacrer à Reims. La guerre n'est pas une suite de beaux gestes militaires – elle est plus faite de chevauchées que de batailles rangées – mais un acte politique qui ne peut aboutir sans une volonté de fer.

L'armée royale est bien entendu l'instrument de la reconquête. Mais, selon Amable Sablon du Corail, les remaniements dans l'organisation des troupes ne sont pas plus décisifs que l'artillerie : « *les réformes militaires de Charles VII sont d'ordre politique, plutôt que tactique ou technologique* ». Cette armée implique un financement et les questions fiscales sont au cœur de la guerre de Cent Ans. La vétusté des finances royales est l'une des causes des premières défaites. Le consentement à l'impôt s'esquisse sous Charles V mais les nécessités de la guerre conduisent Charles VII à décider une réforme fiscale – le rétablissement des aides, supprimées en septembre 1380 – qui est une véritable révolution politique, génératrice de l'absolutisme fiscal, celui-ci étant conforté par l'institution d'une armée permanente (1445) dont le royaume tout entier supporte la charge et par la suppression des assemblées locales à partir de 1450.

Amable Sablon du Corail souligne également le rôle de l'administration royale. Naguère concentrées sur le Bassin parisien, la Normandie et le Languedoc, les grandes juridictions royales sont contraintes de se déplacer à Bourges, où va siéger la Chambre des comptes, et à Poitiers, où s'installent le Parlement et la Cour des aides. Juge du contentieux fiscal, cette dernière est de plus en plus souvent saisie par des sujets qui vivent au sud et au centre du royaume. D'une manière générale, l'administration royale se renforce malgré le désordre des opérations militaires, l'insécurité des routes parcourues par des bandes de pillards et la volonté de puissance des seigneurs locaux. L'État s'affirme en même temps que la symbolique royale et l'on voit poindre au fil des événements un sentiment que, bien plus tard, on appellera national. ■

BERTRAND RENOUVIN.

► Amable Sablon du Corail, *La Guerre de Cent Ans, Apprendre à vaincre, Passés/Composés*, 2022.

Le sport comme issue de secours

Le sport aux États-Unis joue un rôle d'ascenseur social. Deux séries documentaires disponibles sur la plateforme Netflix illustrent ce phénomène.

Après une première saison diffusée en 2016 et consacrée au football américain, la seconde saison de *Last Chance U* réalisée en 2021 se penche sur le basket. Dans les quartiers Est de Los Angeles, le programme du collège de East LA est celui de la dernière chance. Des gamins de familles monoparentales, des délinquants, des recalés de *High Schools* se retrouvent dans cet assemblage hétéroclite sous la houlette d'un coach qui donne tout mais exige au moins autant de ses joueurs. Leur parcours initiatique éclaire crûment la réalité des gangs, du trafic de drogues... Les possibilités de ne pas sombrer sont faibles. Pour que ses poulains puissent être repérés et obtenir cette bourse salvatrice, le coach exige un travail de tous les instants. Il est dur, charismatique mais présent pour ses joueurs, et, pour beaucoup d'entre eux, c'est déjà bien plus que ce qu'ils n'ont jamais eu.



Le cheminement est long, fait de crises, de coups de gueule, de larmes, de rires et, surtout, il leur fournit l'espoir d'une vie meilleure. C'est cet espoir qui guide ces jeunes refusant la fatalité de leur naissance pour se construire un autre destin que celui qui paraissait écrit d'avance.

Dans une autre série de 2019 – *Basketball or nothing* – le basket sert encore de prétexte à un documentaire qui va au-delà du sport sur un quotidien extrêmement violent. Dans la nation Navajo, coïncée entre trois États, les lycéens n'ont que

le basket pour sortir d'une vie d'un quotidien de « sous-Américains ». Le basket devient un lien social, une échappatoire, un besoin et surtout le moyen.

Des quartiers chauds de Los Angeles au désert navajo, la quête est la même, celle de ce recrutement dans une université qui offre une bourse. Même si celle-ci se trouve à l'autre bout du pays, même si elle n'est pas la plus glorieuse, elle représente le début de la vie d'adulte et le début de l'avenir que ces jeunes vont se construire. Le rêve est à portée de mains mais c'est à chacun

de s'en saisir et de le faire devenir une réalité.

Les deux séries reposent sur le même ressort narratif et sur les mêmes problématiques sociétales. Sous forme de doc-fiction, elles permettent de mesurer l'importance du sport, les difficultés quotidiennes de la société et l'obligation de se créer un espoir même minime. Que ce soit le basket, le foot ou le rap, cela constituera l'essentiel de leur vie. Une véritable liberté ou une autre fatalité?

OMAR GOUSMI.

Expositions

■ **Musée Zadkine.** – Le musée parisien de la rue d'Assas célèbre ses quarante ans. Le sculpteur Ossip Zadkine et son épouse Valentine Prax ont vécu dans ces lieux de 1928 à 1967. L'exposition *Ossip Zadkine, une vie d'ateliers* évoque les deux artistes à travers sculptures et peintures. (Jusqu'au 2 avril.) A.S.

■ **Bruxelles Art nouveau.** – C'est en 1893 que Victor Horta construit l'hôtel Solvay à Bruxelles, première réalisation d'un jeune architecte promis à une brillante carrière, et première pierre du courant architectural et artistique de l'Art Nouveau qui essaimera dans de nombreuses capitales.

La ville de Bruxelles, avec le soutien de la région Bruxelles-Capitale, commémore le 130^e anniversaire de cette naissance en organisant conférences, expositions temporaires, performances, itinéraires à la redécouverte d'un courant adulé à son apparition, puis vite oublié, mais qui bénéficie d'un retour en grâce depuis trente ans.

On visitera des bâtiments récemment rénovés tel la maison Hannon. L'architecte imagine tout : du plan de la maison jusqu'à la moindre poignée de porte, des vitraux jusqu'aux chaises. Une année pour redécouvrir une des capitales européennes qui, à l'aube du XX^e siècle, fut une cité avant-gardiste de premier plan. Pour en savoir plus sur les différents événements et les dates : <https://www.artnouveau2023.brussels>. M.S.

B.D.

■ **Histoires belges.** – Les éditions Anspach nous invitent à continuer à redécouvrir l'histoire de la Belgique contemporaine. Nous avons déjà suivi les aventures de Katherine Van Overstraeten, de l'occupation du plat pays en 1940 à l'incendie du grand magasin *L'Innovation* en 1967. Baudouin Deville, dessinateur, et Patrick Weber, scénariste et historien, inventeurs du personnage, se sont provisoirement séparés : le premier, pour nous raconter avec Rudi Miel le séjour d'Albert Einstein dans la petite station balnéaire de Coq-sur-Mer en 1933 (1); le second, pour nous conter avec Olivier Wozniak une intrigue policière à Ostende en 1905 (2), alors même que le roi des Belges Léopold II y séjourne et qu'il y reçoit le Chah de Perse, le tout sur fond de mer du Nord.

Chaque album comporte en fin de volume un dossier historique illustré par des photographies d'époque qui nous permettent de resituer les événements évoqués dans leur contexte. Autre point commun des deux histoires : la présence du peintre belge James Ensor à deux différents moments de sa vie. *Ostende 1905*, c'est l'histoire d'un jeune peintre anarchisant qui dénonce l'hypocrisie de la société bourgeoise de son époque; *Coq-sur-Mer 1933*, celle d'un vieil homme reconnu, admirateur des théories d'Einstein et quelque peu sceptique sur l'avenir de l'humanité, même si ses combats n'ont pas changé.

Ostende 1905 a un côté plus clinique. À travers une intrigue policière, il livre avec maestria le portrait d'une société belge brillante, qui est dirigée par un roi avide de grandeur et où règnent des inégalités de toutes sortes, de classe comme de

sexe. Dans *Coq-sur-Mer 1933*, nous suivons un Albert Einstein fuyant le nazisme, en proie aux tentatives d'attentat fomentées par des agents nazis.

Dans leurs scénarios, les auteurs mélangent avec subtilité réalité historique et fiction romanesque. ■

ANDRÉ VIVIER.



► Rudi Miel & Baudouin Deville, *Coq-sur-Mer 1933*, Anspach, 2022.
► Patrick Weber & Olivier Wozniak, *Ostende 1905*, Anspach, 2022.

Les cent jours du roi Charles

Depuis le 8 septembre 2022, date du décès de la reine Élisabeth II au château de Bal moral en Écosse, Charles III, immédiatement entré en fonction à la tête du Royaume-Uni et de ses quatorze autres royaumes, a endossé son rôle de monarque constitutionnel, et pris un certain nombre d'initiatives.

Le roi fut instantanément au cœur de l'actualité, éclipsant pour un temps Liz Truss, Premier ministre nommé deux jours plus tôt par la défunte reine. Dans son discours à la nation et au Commonwealth, après avoir rendu hommage à sa mère et rappelé la permanence du rôle et des devoirs de la monarchie – comme la relation particulière du souverain avec l'Église d'Angleterre et sa responsabilité, particulière aussi, envers elle –, Charles III déclarait que sa foi était profondément enracinée dans cette église, en précisant que « *Dans cette foi et les valeurs qu'elle inspire, j'ai été élevé pour chérir le sens du devoir envers les autres et pour tenir dans le plus grand respect les précieuses traditions, libertés et responsabilités de notre histoire unique et de notre système de gouvernement parlementaire. Comme la reine elle-même l'a fait avec un dévouement inébranlable, je m'engage moi aussi solennellement, pendant le temps que Dieu m'accorde, à défendre les principes constitutionnels au cœur de notre nation. Et où que vous viviez au Royaume-Uni, ou dans les royaumes et territoires à travers le monde, et quelles que soient vos origines ou vos croyances, je m'efforcerai de vous servir avec loyauté, respect et amour, comme je l'ai fait tout au long de ma vie.* ».

Garant de la continuité. – Ainsi, le 9 septembre, le roi octroyait au prince William le titre de prince de Galles, comme futur héritier de la couronne. Pour les jeunes générations, qui vivront prochainement ce qu'est le couronnement d'un monarque britannique, l'intronisation du roi Charles III au palais Saint James pour sa prestation de serment, le 10 septembre 2022, était déjà l'occasion de se familiariser avec les institutions royales tel le Conseil d'accession (*Accession Council*) dont font partie à la fois les membres du Conseil privé du roi (*Privy Council*) et tout un ensemble de hauts dignitaires du royaume, soit au total environ sept cents personnes. Pour la première fois, des caméras étaient autorisées à pénétrer en ce haut lieu du pouvoir royal.

Les premiers actes publics de Charles III devant le Conseil d'accession ont été : la prononciation de sa déclaration d'investiture dans laquelle il se dit « profondément conscient des responsabilités qui lui incombent », et sa prestation de serment par laquelle il s'engage à approuver en son conseil (*King in Council*) les décrets



Le roi Charles III recevant le nouveau Premier ministre Rishi Sunak, le 25 octobre 2022.

qui faciliteront la continuité du gouvernement, et à protéger le statut particulier de l'Église d'Écosse.

Garant de l'unité nationale et de celle du Commonwealth. Le même jour, les trois principaux royaumes du Commonwealth : le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, en la personne de leur Premier ministre respectif, reconnaissaient Charles III comme roi et chef de leur État. Le 11 septembre, Charles III rencontrait la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland, ainsi que les hauts-commissaires du Royaume-Uni (ambassadeurs des quatorze royaumes membres

Les Britanniques et des millions de personnes à travers le monde redécouvraient les traditions séculaires de la monarchie britannique.

du Commonwealth, dont Charles III est le roi) parmi lesquels certains ont toujours des velléités républicaines. Nul doute que ces éventuels changements, tout comme l'entrée récente du Gabon et du Togo dans le Commonwealth, furent au centre des conversations.

Le lendemain, après avoir reçu les condoléances et l'allégeance des deux chambres du Parlement britannique reconnaissant Charles III comme roi, et Camilla comme reine consort, le couple royal accompagné de Liz Truss entamait une tournée des trois autres nations qui forment le Royaume-Uni, et cela dans cet ordre : l'Écosse, l'Irlande du Nord, le Pays de Galles.

En Écosse, le roi recevait Nicola Sturgeon, Premier ministre écossais et chef du Parti national écossais (SNP), principal parti indépendantiste du pays, souhaitant l'organisation d'un nouveau référendum pour l'indépendance de l'Écosse, en 2023.

Charles III prononça son premier discours devant le Parlement écossais, après y avoir reçu ses condoléances, s'exprimant en ces termes : « *Je prends mes nouvelles fonctions avec gratitude pour tout ce que l'Écosse m'a donné, avec la résolution de rechercher toujours le bien-être de notre pays et de son peuple et avec une confiance sans réserve dans votre bonne volonté et vos bons conseils alors que nous faisons avancer cette tâche* ».

Le couple royal assista ensuite à une cérémonie religieuse en la cathédrale Saint-Gilles où reposait le cercueil de la reine Élisabeth II.

Le 13 septembre, à Belfast, le roi recevait les condoléances du président de l'Assemblée d'Irlande du Nord Alex Maskey, membre du parti Sinn Féin, antimonarchiste, partisan de la réunification des deux Irlande, ancien membre de l'IRA et prisonnier à deux reprises dans les années 1970, pour son militantisme. Le couple royal rencontrait également les responsables des communautés religieuses, toutes confessions confondues. Suivit un office religieux en la cathédrale Sainte-Anne de Belfast.

Au Pays de Galles, le 16 septembre, le couple royal assistait dans la capitale à un service religieux, en la cathédrale de Llandaff, avant de recueillir les condoléances du Parlement gallois, de rencontrer Mark Drakeford, le Premier ministre, au château de Cardiff, et de recevoir les représentants des associations patronnées par le monarque, ainsi que les membres des différentes communautés religieuses.

Au centre des relations diplomatiques et internationales. Les funérailles d'État diffusées sur les télévisions du monde entier, pendant lesquelles Charles III a pu accueillir à Londres les chefs d'État, de gouvernement et les principaux dirigeants de la planète, ont aussi été une exceptionnelle opération de communication pour le Royaume-Uni, et l'occasion pour le roi d'être au centre des relations diplomatiques internationales, lors de la réception organisée à Buckingham Palace, le 18 septembre 2022, veille des funérailles. Il en sera de même le 6 mai prochain lors de son couronnement. D'ici là, la seconde partie des « Cent jours » du nouveau roi Charles III aura été également bien remplie. ■

DENIS CRIBIER.
(À suivre)



Brèves royales

■ **11 janvier. – Londres** – Succès de vente de l'autobiographie du prince Harry. Quoique les critiques portent essentiellement sur les relations intrafamiliales, la presse britannique relève des attaques « obliques » contre l'institution monarchique. *The Telegraph* de ce jour discute la mise en cause par Harry des trois « courtiers » qu'il ne nomme que « l'abeille, la mouche et la guêpe », en l'occurrence les secrétaires particuliers de la défunte reine, et désormais du roi, et du prince de Galles, demeurés au service de William.

■ **16 janvier. Athènes** – Funérailles de Constantin II, dernier roi des Hellènes, à la cathédrale de l'Annonciation, présidées par le métropolite de Grèce Ieronymos II, en présence des rois, reines, princes(ses) héritiers de toutes les familles régnantes européennes (espagnole, scandinaves, belge, néerlandaise et luxembourgeoise) ainsi que du prince de Monaco. Le roi Charles III était représenté par sa sœur, la princesse Anne. Les chefs des anciennes familles royales balkaniques (serbe, roumaine, bulgare) étaient également présents. Le roi a été inhumé au cimetière du palais royal de Tatoï, à 20 km au nord d'Athènes, aux côtés de ses parents, le roi Paul et la reine Frederika, celle-ci princesse de Hanovre. Le prince de Hanovre et sa famille assistaient à la cérémonie.

Le cabinet grec, politiquement à droite, avait décidé que les funérailles seraient purement privées, à l'encontre de la demande de la famille. Il s'était fait représenter par la seule ministre de la Culture, Lina Mendoni. Le Premier ministre Mitsotakis a déclaré que la mort de Constantin marquait « l'épilogue formel d'un chapitre qui s'est définitivement clos avec le référendum de 1974 ». Le Premier ministre de 1974, investi à la suite de la chute des colonels, Constantin Karamanlis, du même parti que l'actuel, n'avait rien fait pour faciliter la restauration (syndrome Mac-Mahon). Tant en 1967 qu'en 1974, Washington avait joué un rôle déterminant (CIA et Kissinger).

Le roi Constantin a cinq enfants et neuf petits-enfants, dont cinq de son fils aîné, Paul ou Pavlos, né en 1967, et de son épouse Marie-Chantal Miller, fille du milliardaire américain Robert Warren Miller, elle-même étant l'une des plus grandes fortunes du Royaume-Uni. Leur fils aîné, Constantin Alexeios, 24 ans, est le nouveau diadoque (prince héritier).

MARIE-JO YORK.

Notre souscription 2022

Nous y sommes

Nous publions ci-dessous la dernière liste de notre souscription pour 2022 en remerciant vivement les derniers amis qui ont contribué à notre effort et qui nous ont permis d'atteindre la somme de 12 000 euros, nécessaire à l'équilibre de notre budget et à la poursuite de nos projets de développement.

4^e liste de souscripteurs

Jean-Marc Joubert : 10 – Michel Roth : 50 – Marc Desaubliaux : 100 – Hugues Huet de Froberville : 20 – Anonyme Rouen : 100 – Anonyme Nancy : 50 – Vive le roi : 100 – Yolande de Prunel : 35 – Michelle Dutac : 10 – Denis Matton : 20 – Anonyme Lyon : 10 – Joël Regel : 35 – Hubert de Marans : 200 – Nicolas Palumbo : 150 – Régine Judicis : 50 – Anonyme Bordeaux : 100.

**Total de cette 4^e liste : 1 040 €
total général : 12 052 €**

Mercredis de la NAR

■ **Nos réunions du mercredi sont ouvertes au public.** Elles débutent à 20 heures précises à notre siège parisien, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air sur la ligne 6). La participation aux frais est de 2 euros. Un repas est servi sur place à 22 heures (8 euros).

Elles sont retransmises en vidéoconférence sur demande par mail à : lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr. Le programme des prochaines conférences est le suivant :

**Mercredi 1er février
Pas de conférence**

**Mercredi 8 février
Alain Supiot :**
La démocratie économique.

**Mercredi 15 février
Marcel Gauchet :**
pour la présentation du livre de Paul Yonnet : Voyage au centre du malaise français. L'antiracisme et le roman national, qu'il a récemment préfacé.

**Mercredi 22 février et 1^{er} mars
Pas de conférences
en raison des vacances scolaires**

La Nouvelle Action royaliste

■ **Le Conseil national de la NAR**, récemment élu, s'est réuni le 28 janvier dans nos locaux pour un point d'ensemble de la situation politique et sociale et pour fixer l'ordre du jour de notre prochain congrès.

■ **Date à retenir : le congrès de la NAR se tiendra cette année les 1^{er} et 2 avril**, également dans les locaux de la NAR.

Journée de l'IFCCE, le 11 mars prochain à Bordeaux

■ **L'IFCCE, qui édite la revue Cité, organise à Bordeaux le 11 mars 2023 de 10 h à 18 h au Centre Jean-Paul II, 21, rue Buchou** (à 10 mn à pied de la gare Saint-Jean) une journée de réflexion animée par François Gerlotto, membre du Comité directeur de la NAR et rédacteur de *Royaliste*, autour du thème « *Réchauffement, environnement, patrimoine et sociétés : quels risques, quelles solutions pour la France.* »

Le réchauffement climatique est un phénomène planétaire qui touche l'ensemble des écosystèmes du monde. Mais ses effets présentent des différences marquées suivant les lieux, les écosystèmes et les environnements : entre l'océan et la terre, entre les écosystèmes tropicaux et tempérés, entre les territoires anthropisés ou sauvages, les conséquences du réchauffement sont très différentes.

Un repas sera pris sur place. Une libre participation aux frais sera demandée aux participants à cette journée.

Retenez dès à présent cette date. Les modalités pratiques d'inscription à cette journée seront précisées dans un prochain numéro du journal.

Georges et Jean-Loup Bernanos

La chaîne KTO multi-diffuse le beau film d'Yves Bernanos, consacré à son père, notre ami Jean-Loup Bernanos, et à son grand-père, le grand Georges Bernanos : *Heureusement l'espérance*. On peut y accéder directement via l'adresse : <https://www.ktotv.com/video/00413087/heureusement-lesperance>

Par ailleurs, le documentaire d'Yves Bernanos sur René Girard et la vérité mimétique est toujours accessible à l'adresse : <https://www.ktotv.com/video/00352235/rene-girard-la-verite-mimetique>.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

L'avenir en vase clos ?

Tout est message, dans la société de communication. Ou plutôt, tout est récit sur les messages. Les électeurs, les manifestants, les grévistes... envoient des messages au gouvernement qui déclare les avoir reçus et promet de rester attentif, ouvert, prêt au dialogue. Ces aimables déclarations sont commentées favorablement par les médias qui envoient aux spectateurs-consommateurs leurs propres messages. Par exemple : toute journée de grève est un jour noir, où l'on voit plein de gens dans la galère.

Surtout, pas de message de mécontentement ou de colère sans retour à l'envoyeur sous forme de pédagogie. Les gens n'ont pas compris la réforme en cours, alors on va leur expliquer ! Tel est le discours que nous avons entendu à chaque réforme des retraites, en 1995, en 2010, en 2019 et cette année depuis janvier. Il va sans dire que cette pédagogie gouvernementale est une manière, parmi d'autres, de se moquer du monde. L'Élysée et Matignon, qui dépensent des sommes considérables pour connaître les mouvements de l'opinion, ne tiennent aucun compte des récents sondages qui reflètent l'opposition d'une large majorité de Français au projet sur les retraites.

Opposition massive. – Depuis l'annonce de la réforme, toutes les enquêtes d'opinion annonçaient une opposition massive des Français. Les journalistes de cour ont été nourris d'éléments de langage au cours d'un déjeuner animé par Emmanuel Macron et des ministres ont été envoyés sur les plateaux pour la rituelle mission pédagogique. Les efforts des uns et des autres ont lamentablement échoué, selon le sondage BFM TV-Elabe publié le 26 janvier : 72 % des Français sont opposés à la réforme, soit 10 % de plus que la semaine précédente, 64 % (+ 8 %) approuvent la mobilisation syndicale et comprennent que les grévistes puissent bloquer le pays !

Cependant, 71 % des Français pensent que la réforme sera votée et appliquée. Ce pessimisme procède d'un constat : de droite ou de gauche, la gouvernance oligarchique réussit à imposer ses réformes néolibérales aux citoyens. Ses rares reculs – en 2006 lors de la bataille du CPE (Contrat première embauche), en 2019 à cause de la pandémie – sont compensés par de nouveaux projets de réforme qui, sous diverses étiquettes politiques, reprennent les objectifs fixés à Bruxelles.

Somme toute, les Français ont compris dans leur grande majorité le message subliminal que leur adresse l'oligarchie : quoi qu'il arrive, quelles que soient la dureté des grèves et l'ampleur des manifestations, les réformes néolibérales passeront. Elles passeront parce que le bloc oligarchique sera suffisamment co-

hérent à l'Assemblée nationale. Parce qu'il y a toujours possibilité de répression violente et de chantage au chaos.

Ce message implicite ne vaut pas seulement pour la bataille en cours. Depuis qu'elle s'est constituée il y a plus de vingt ans, la « gouvernance » oligarchique agit comme si elle était assurée de maîtriser le cours des choses. Les événements semblent lui donner raison : ni la guerre en Irak de 2003, ni la crise financière de 2008, ni la crise de la dette de 2010-2013, ni même la guerre russo-ukrainienne n'ont durablement frappé les bénéficiaires du système capitaliste. Campés sur une montagne de profits, appuyés par les structures officielles et officieuses de l'Union européenne, renforcés par les succès des populismes puis par leurs échecs, les classes dirigeantes de l'ouest européen et des États-Unis pensent que l'avenir leur appartient.

Calculs insensés. – Il s'agit d'un avenir en vase clos, du fantasme d'un éternel présent, où les gens finiraient toujours par accepter qu'on repousse l'âge de la retraite, à 65, 67 puis 70 ans, où les travailleurs seraient de plus en plus précaires, où le patronat recevrait toujours plus de subventions, où les flux de capitaux n'en finiraient pas de gonfler, où finalement le peuple se résignerait à une condition servile résumée par l'exploitation et l'humiliation, dans la dépossession de tous les biens communs.

Réputées progressistes, les classes dirigeantes voudraient que les mouvements de l'Histoire n'aient aucune incidence sur les structures et les équipes qui préservent la richesse des privilégiés. Elles parient sur la résignation générale et sur le sens du devoir dans les secteurs sensibles. Elles croient que les désastres écologiques se gèrent comme le reste et que, de toute manière, ceux qui ont de l'argent s'en sortiront toujours – par exemple en changeant de pays quand le réchauffement devient trop pénible chez eux. Elles croient que les États-Unis assureront pour toujours la protection de l'Occident...

Ces calculs sont insensés. Les dégâts provoqués par le néo-libéralisme font l'objet de constats quotidiens, qu'il s'agisse du délabrement de l'hôpital public, des pénuries de médicaments ou du gaspillage de l'eau. Les inégalités de revenus sont intolérables. La mondialisation est un fait. L'abaissement du rang de la France dans le monde engendre une humiliation collective qui provoquera, comme par le passé, un sursaut.

En clôturant l'avenir, la classe dirigeante concentre les regards sur sa faillite dans tous les domaines de l'action publique. Par la grève, par la manifestation, nous pouvons lui infliger un échec cuisant. ■

Sommaire

Page 2 – Le bras de fer du président Macron. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Grosse déprime au *Figaro*. – L'Écho du net.

Page 4 – Coralie Delaume avait raison. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Vivre et survivre à Bratineux.

Page 6 – Émeutes au Brésil. – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 7 – Sauter sur Goma ?

Pages 8-9 – Florence, un rêve de République.

Page 10 – Divorce à la britannique. – Dans les revues.

Page 11 – Vous avez dit déconstruction ?

Page 12 – La guerre de Cent Ans dans sa complexité.

Pages 13 – Le sport comme sortie de secours. – Exposition. – B.D. : Histoires belges.

Page 14 – Les cent jours du roi Charles III.

Page 15 – Brèves royales. – Mercredis de la NAR – Journée de l'IFCE.

Page 16 – L'avenir en vase clos ?